



## La fermeté de M. Mitterrand

Amoins de quinze jours d'une des plus graves échéances que se soit fixée la communauté internationale depuis longtemps, M. François Mitterrand a assuré aux Français, dans ses vœux pour 1991, qu'il croit « encore aux chances de la paix ». Il pense que la fermeté peut amener M. Saddam Hussein à céder, en fin de compte, sur le Koweït comme il l'a fait sur les otages. Aussi le président de la République, très soucieux du « rang » de la France dans le monde, affirme-t-il que celle-ci « appliquera les résolutions du Conseil de sécurité, y compris le recours éventuel à la force ». Il l'a bien précisé, dans un message particulier, aux soldats français envoyés sur le front.

La guerre est donc possible. Non seulement pour du pétrole ou pour les « intérêts » américains, comme le prétendent les pacifistes. M. Mitterrand a fait une très nette allusion à la situation d'avant 1939 et à la politique d'apaisement menée à l'égard de Hitler : « Comprenez-moi, si nous laissons violer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, rien n'empêchera, un peu partout, le fort d'écraser le faible, d'imposer sa violence. J'ai connu cela quand j'avais vingt ans et je ne veux pas que cela recommence. »

Les prétentions de M. Saddam Hussein sont en effet inacceptables. Il n'est pas tolérable qu'il veuille instaurer la loi du plus fort au moment où un « nouvel ordre international » semble réalisable, après la fin de l'affrontement Est-Ouest. Mais les conséquences d'une guerre sont redoutables. Le coût en vies humaines sera lourd. Le risque d'actions terroristes dans les pays occidentaux n'est pas à sous-estimer. Car une grande partie de l'opinion publique arabe, exprimant des années de frustration, est farouchement hostile à ce qu'elle appelle l'« impérialisme américano-sioniste ».

La situation actuellement explosive dans les territoires occupés par Israël peut devenir intenable. Qu'advient-il au Liban, en Egypte, au Maghreb ? Quelle sera finalement l'attitude de la Syrie et de l'Iran ? Le Proche-Orient pourrait être, encore plus déstabilisé qu'il ne l'est aujourd'hui. Et pour longtemps.

Des destructions massives ne sont pas nécessaires pour que la guerre provoque un nouveau choc pétrolier. Les spéculateurs ont déjà montré leur pouvoir. La crise économique qui s'ensuivrait serait surtout catastrophique pour les pays les plus démunis, de l'Est ou du Sud.

La guerre est possible, elle n'est pas inévitable. Dans son allocution, M. Mitterrand a repris les propositions qu'il avait déjà faites à l'ONU au mois de septembre. Si M. Saddam Hussein se retire du Koweït, alors « tout est possible », y compris une ou plusieurs conférences qui permettraient de régler au fond les problèmes du Proche-Orient, dont le conflit israélo-palestinien, sur la base du droit d'Israël à vivre dans des frontières sûres et reconnues et du droit du peuple palestinien à un Etat.

Le président de la République n'a pas caché qu'il a envoyé des troupes dans le Golfe pour que la France soit en mesure de jouer le rôle « qui lui revient » dans l'après-crise.

Lire page 3  
les déclarations du chef de l'Etat

Lire également  
Les vœux de Nouvel An dans le monde page 2

La chronique de PAUL FABRA : « La paix ou la guerre ? » page 11

M0147 - 0102 0 - 5.00 F



## La guerre civile en Somalie

### Sanglants affrontements à Mogadiscio entre rebelles et forces régulières

La situation était confuse, mardi 1<sup>er</sup> janvier, à Mogadiscio, où les troupes gouvernementales ont du mal à contenir l'avance des rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) qui se sont déjà emparés de plusieurs quartiers de la capitale. Le président Siyad Barré a abandonné son palais pour se réfugier dans un camp militaire proche de l'aéroport.

Qui contrôle Mogadiscio ? Le président Siyad Barré, qui commande ses hommes depuis un camp militaire situé à proximité immédiate de l'aéroport ? Les rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) qui se sont déjà rendus maîtres de plusieurs quartiers de la capitale ? Pour l'heure, la situation est très confuse. Ce que l'on sait avec certitude, selon les témoignages de diplomates en poste, est que ces combats fratricides ont fait des centaines de morts et de blessés et causé d'importants dégâts.

Le premier ministre, M. Hawaïe Madar, a déclaré, lundi 31 décembre, que les forces gouvernementales avaient repris le contrôle d'un des secteurs-clés de

Les combats, souvent à l'arme lourde, ont fait de très nombreuses victimes sans qu'il soit encore possible d'en évaluer le nombre.

Tandis que les mouvements d'opposition annoncent la chute imminente du pouvoir en place, l'Italie, l'ancienne puissance coloniale, et l'Egypte tentent de relancer l'idée d'une conférence de réconciliation nationale.

Mogadiscio, a rapporté la radio nationale. Celle-ci a précisé que les rebelles avaient été repoussés du quartier de Wardigley, où se trouve le palais présidentiel. Dans un discours radiodiffusé, capté par l'ambassade d'Italie, le chef de l'Etat, a, de son côté, reconnu qu'il y avait eu de nombreux morts dans la capitale lors de l'intervention d'unités de l'armée contre les « bandits » et annoncé qu'il avait demandé aux soldats de rentrer dans leurs casernes et de passer le relais aux forces de police.

Un diplomate italien, en poste dans la capitale, a rapporté que le président Barré avait pris la direction de la contre-offensive gouvernementale. Son palais — la

villa Somalia — ayant été bombardé, il s'est réfugié dans un bunker, situé dans l'enceinte d'un camp militaire, proche de l'aéroport où il avait l'habitude de résider de temps à autre, a-t-il dit, par téléphone, à la chaîne de télévision italienne RAI-2. « Il est impossible de chiffrer le nombre de victimes », a-t-il ajouté.

Dans un communiqué, daté de Londres et reçu, mardi 1<sup>er</sup> janvier, à Paris, l'USC affirme que ses forces contrôlent « toutes les rues de Mogadiscio » et « encerclent l'aéroport militaire » où se trouve le chef de l'Etat, qu'elles « ont empêché de s'enfuir en Libye ».

J. de B.  
Lire la suite page 4

## Christophe Colomb dans la tempête

La préparation, pour 1992, du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique donne lieu à de vives controverses

WASHINGTON  
correspondance

En 1992, les Etats-Unis fêteront le cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, mais déjà Christophe Colomb, le héros de la fête, est au cœur d'une tempête de critiques et de controverses plus violentes que celles qu'il avait surmontées en mer lors de son retour.

La polémique actuelle dépasse les limites du passé. L'homme décrit dans les livres de classe comme « un génie inventif, ayant modifié le cours de l'histoire », et que le pape Pie IX envisagea même de canoniser, ne s'était-il pas trompé sur les dimensions de la Terre et n'a-t-il pas cru, à tort, qu'il avait trouvé une nouvelle route vers la Chine et les Indes ? Pour d'autres, ce piètre naviga-

teur de Christophe Colomb était un aventurier sans scrupules, d'une honnêteté douteuse et d'une grande brutalité à l'égard des « natifs ». Et que penser de ses relations avec la reine Isabelle, la « Nancy Reagan du quinzième siècle », selon la formule d'un journaliste ?

HENRI PIERRE  
Lire la suite page 3

## Kasparov, à un point près

En faisant « nulle » dans la dernière partie le champion du monde a conservé son avance

Le match, 1,5 million de dollars, le trophée de mille diamants : en faisant « nulle » dans la vingt-quatrième et dernière partie disputée lundi 31 décembre, à Lyon, Garry Kasparov, déjà champion du monde, a échoué « n » à l'égard d'Anatoli Karpov, le 900 000 dollars alloués au perdant. Il a, humiliation suprême, accordé à Karpov la petite vanité de ne perdre finalement que par un point d'écart (12,5-11,5), en lui proposant la nullité alors que sa supériorité matérielle lui assurait le gain.

C'est seulement devant une poignée de fanatiques (et d'officiels...) que s'est terminée au Palais des congrès de Lyon la rencontre au sommet, la cinquième en sept ans, entre Kasparov et Karpov. Commencé à New-York il y a près de trois mois dans un tintamarre plus politique qu'échiquéen (Kasparov, le bon, Karpov, le méchant) le match s'est terminé en France sinon dans l'indifférence du moins dans la lassitude.

Kasparov a gagné, mais de si peu... On aurait voulu un « massacre », comme d'ailleurs, il

l'avait imprudemment claironné. C'est oublier qu'il y avait entre les deux joueurs déjà cent trente et une parties jouées, dont cent vingt-deux en championnat du monde, et que Kasparov n'avait qu'une victoire d'avance sur Karpov (17 contre 16). C'est ainsi. Alors qu'il domine de haut tous les autres joueurs du monde, Kasparov n'a qu'un rival. Et ce rival se surpasse toujours contre lui, si bien que gagner une partie devient un exploit où la science des échecs est (tout de même) nécessaire, mais où la surprise, voire le bluff, est indispensable.

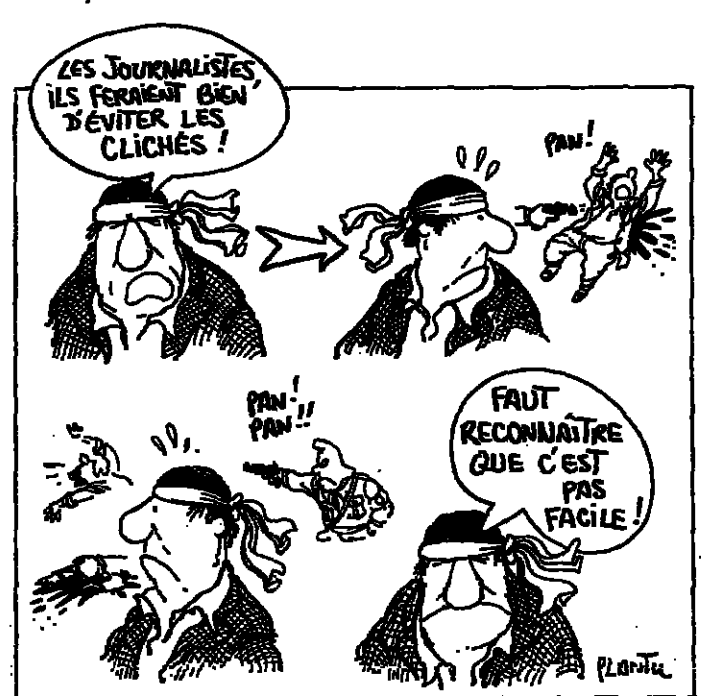
Alors les critiques pleuvent contre les gaffes commises par l'un ou par l'autre (Karpov dans la neuvième partie, Kasparov dans la septième et la vingt-troisième), gaffes dues à la tension d'un affrontement quasi sans fin. Lundi, on est arrivé à la cent cinquante-cinquième partie : l'écart a doublé... passant de un à deux points en faveur de Kasparov ! Et se profilent à l'horizon 1993 vingt-quatre autres parties...

BRUNO DE CAMAS  
Lire page 9  
le coup par coup de la partie

## L'assassinat du maire de Soveria

### Le gouvernement préoccupé par la violence en Corse

Après l'assassinat, lundi 31 décembre à son domicile, de Paul Mariani, maire (divers gauche) du village de Soveria (Haute-Corse) et troisième élu insulaire tué en trois mois, le gouvernement est préoccupé par la violence dans l'île. Le ministre de l'intérieur a été invité par le président de l'Assemblée de Corse, M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), à employer « les moyens qu'il faut » pour enrayer une vague meurtrière qui a fait quinze morts en 1990.



## Spirale meurtrière

Jusqu'à maintenant, M. Pierre Joxe avait mieux réussi que n'importe quel ministre de l'intérieur, dans son traitement de l'épineux dossier corse. Jusqu'à maintenant... Car s'il ne parvient pas à stopper la spirale meurtrière dans laquelle s'enfoncent l'île, tout le doigt dont il a fait preuve pour tenter de mettre fin à la violence politique sera oublié au profit

d'une accusation primaire, directement dirigée contre lui : mais que fait donc la police ?

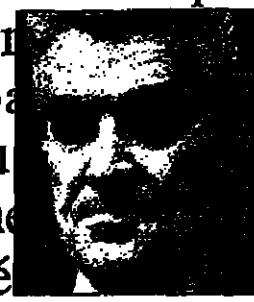
Les adversaires de sa politique de dialogue tous azimuts et de cheminement patient vers un statut plus autonome pour la Corse ont déjà enfourché ce cheval de bataille.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI  
Lire la suite page 5

RENE GIRARD  
SHAKESPEARE

Les chefs de l'œuvre  
PRINCE ARTHUR DE L'ESSEI

Dans la Tempête, tous les thèmes shakespeariens essentiels sont présents : la séduction mimétique, la crise sacrificielle, les dupes, les doubles monstrueux, etc., mais ils ne sont pas liés par une intrigue complexe ; ils n'ont pas de caractère dramatique du tout. C'est plus là ce que le créateur. Il est une suite



Ph. R. Jacques

Grasset

POUR LE PLAISIR  
TOUT SIMPLEMENT

## Troubles au Mozambique

Croisade de gueux dans le Zambèze

page 4

## Légion d'honneur

Les promus du Nouvel An

page 9

## Limogeages dans l'armée rouge

Une mesure qui frappe le chef des forces soviétiques et ses adjoints dans l'ex-RDA

page 3

## Crise économique au Zaïre

Une inflation vertigineuse

page 11

## Renault en baisse

Moins de 10 % de parts de marché en Europe

page 12

## Peintres français en Pologne

Une exposition « électrochoc » à Varsovie

page 6

Le sommaire complet se trouve page 12



## ÉTRANGER

Les messages de fin d'année

## MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont présenté des vœux croisés aux peuples soviétique et américain

Les présidents George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont présenté des vœux croisés aux peuples soviétique et américain. « La confiance et la compréhension mutuelle entre les dirigeants de nos deux gouvernements ont conduit à une amélioration de la situation dans le monde », a affirmé M. Gorbatchev dans son message enregistré pour la télévision américaine. Le chef de l'Etat soviétique a cependant déploré que les liens économiques, techniques et scientifiques ne se développent pas au même rythme que les liens politiques et ne s'accroissent pas au niveau de l'esprit du temps.

Le numéro un soviétique a souhaité que sa rencontre avec M. Bush, du 11 au 13 février prochain, donne « une nouvelle impulsion » aux relations soviéto-américaines, encore entravées par « de vieux obstacles ». M. Gorbatchev a également noté que l'ère nouvelle de coopération pacifique avait connu ses premières difficultés. « Alors que cette ère commence à peine, la communauté internationale doit faire face à un grave défi, l'agression dans le Golfe », a-t-il affirmé. « Elle doit trouver en elle-même la force de surmonter ce défi pour ne pas dévier de la route sur laquelle nous nous sommes engagés qui conduit à une civilisation de paix ».

De son côté, dans un message télévisé diffusé dans toute l'URSS, le président américain a exhorté les Soviétiques à surmonter leurs difficultés et les a félicités pour les actions déjà accomplies dans l'édification d'une société nouvelle. Le président américain a fait l'éloge de « la détermination (des) États-Unis à poursuivre de nouvelles réformes politiques et économiques ».

Le numéro un américain s'est également félicité de « l'amélioration et du renforcement des relations entre les États-Unis et l'Union soviétique » et de la solidarité des deux pays face à l'Irak depuis l'invasion du Koweït en août dernier.

M. Saddam Hussein compare M. Bush à Judas. Dans son message de fin d'année, le président irakien a comparé M. Bush à Judas (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier). Il a par ailleurs accusé les dirigeants saoudiens d'avoir « trahi les principes de l'islam » en autorisant la présence sur leur sol de troupes étrangères non musulmanes.

M. Mubarak exhorte M. Saddam Hussein à se retirer du Koweït. Le président égyptien Hosni Mubarak a lancé à l'occasion du Nouvel An un appel à son homologue irakien l'exhortant à « se retirer du Koweït pour éviter à la région la mort et la destruction ». « Ne faisons pas de la surenchère verbale alors que sont fournies toutes sortes d'armes de destruction. La situation est plus dangereuse qu'on ne l'imagine », a-t-il ajouté. M. Mubarak a souligné que « la paix est aux mains » de M. Saddam Hussein. Il l'a invité à prendre « la décision courageuse » d'évacuer le Koweït conformément aux résolutions de l'ONU.

M. John Major promet une attitude ferme à l'égard de l'Irak. Le nouveau premier ministre britannique a déclaré : « Nous avons vu en 1990 une coopération sans précédent dans le monde pour s'opposer à l'agression d'un dictateur quand Saddam Hussein a envahi le Koweït ». « Nous continuerons à jouer notre rôle pour que le gouvernement légitime soit restauré », a poursuivi M. John Major.

M. Helmut Kohl appelle de ses vœux les États-Unis d'Europe. Le chancelier Helmut Kohl a déclaré lundi à la télévision qu'il « souhaitait que les États membres de la Communauté européenne posent dans les années 90 la première pierre des États-Unis d'Eu-

rope ». Dans son message du Nouvel An, le chancelier a longuement évoqué la réunification de l'Allemagne et indiqué : « Les pères de notre Constitution nous ont chargés de travailler pour la réunification de l'Allemagne et d'œuvrer pour l'unité politique de l'Europe. La première mission est achevée. Maintenant, nous nous mettons de toutes nos forces à une tâche : créer l'Europe unie ».

Il y a bien entendu la crainte de voir le divorce du bien-être Est-Ouest engendrer de nouvelles barrières. Je prends cette crainte très au sérieux. Il ne faut pas tolérer une telle évolution », a ajouté le chancelier, qui a conclu son allocution avec ces mots : « Que Dieu protège notre patrie allemande ».

M. Gorbatchev aux Soviétiques : saxonner l'Union. L'année qui s'ouvre devra « résoudre la question du destin de notre Etat multinational », a déclaré M. Gorbatchev dans son message de vœux à la télévision soviétique. « Pour nous tous Soviétiques, il n'y a pas de tâche plus sacrée que la conservation et le renouvellement de l'Union, au sein de laquelle tous les peuples vivent bien et librement ». Tout en soulignant le soutien dont jouit la perestroïka à l'étranger, le chef de l'Etat soviétique a reconnu que l'année écoulée aura été pour ses compatriotes « l'une des plus dures de l'histoire » de l'URSS : aux problèmes du passage à l'économie de marché « se sont ajoutées les pénuries et les erreurs commises par la direction du pays », a-t-il dit.

M. Walesa : réalisme et unité. « En tant que président, je dois la vérité à la nation. Et la vérité, la voici : ça ne va pas être facile pour nous », a déclaré M. Lech Walesa dans son premier message de vœux présidentiel aux Polonais. « Mais nous n'allons plus perdre de temps. Le nouveau gouvernement doit

concentrer ses efforts essentiellement sur les problèmes économiques ». Le président Walesa a appelé les forces politiques à l'unité, « sans abandonner leur identité : dans cette difficile période de transition, nous ne pouvons pas nous permettre d'avoir des luttes intestines au gouvernement ».

A Pékin : fidélité au socialisme et résistance aux influences occidentales. Travail, fidélité au socialisme et résistance aux influences occidentales. Tels ont été les points forts du traditionnel éditorial du Nouvel An publié par le Quotidien du peuple le mardi 1<sup>er</sup> janvier. « Tout doit être fait pour servir la construction économique » et « il est impératif de persister dans les quatre principes fondamentaux (du socialisme), de s'opposer au libéralisme bourgeois, de combattre l'évolution pacifique » prônée par les forces ennemies internationales, et d'inspirer le patriotisme et la conscience socialiste », pouvait-on y lire.

Lundi, l'organe du PC chinois avait publié deux articles appelant au renforcement du travail idéologique. Le premier, signé par le directeur adjoint de la propagande, M. Xu Wenbin, insistait sur la « mise en valeur des traditions révolutionnaires prolétariennes ». Le second, signé par M. Deng Liqun, chef de l'ultra-conservatisme idéologique, estimait que « les forces hostiles de l'étranger sont en train de renforcer leur stratégie d'évolution pacifique contre la Chine afin de renverser la direction du PCC et de renverser le régime socialiste ». Il faut, ajoutait-il, « faire disparaître les influences du libéralisme bourgeois et lutter contre toutes les autres tendances malsaines ». On a appris, mardi, à Pékin, que trente-neuf « criminels » avaient été exécutés en un seul jour, vendredi dernier, à Xian (Shaanxi). — (AFP, Reuters).

## La crise du Golfe

## Dernières tentatives auprès de Bagdad pour éloigner la menace de guerre

Pour éloigner la menace de la guerre qui se précise à mesure qu'approche la date du 15 janvier, la CEE pourrait établir dès les premiers jours de 1991 un dialogue avec l'Irak. Certaines informations, en provenance de Washington, laissent entendre que la querelle sur les dates des rencontres américano-irakiennes pourrait être réglée. A cet égard, le secrétaire d'Etat américain M. James Baker pourrait se rendre en janvier en tournée au Proche-Orient et en Europe pour consulter les alliés, a annoncé, lundi 31 décembre, un responsable américain qui accompagnait le vice-président Dan Quayle en Arabie saoudite.

Les ministres des affaires étrangères des douze pays membres de la CEE doivent se réunir le vendredi 4 janvier au Luxembourg pour réfléchir à une initiative commune dans la crise du Golfe. L'entreprise est des plus délicates, car les Douze sont bien conscients que tenter de nouer de leur côté un dialogue avec l'Irak peut aussi donner l'impression que la coalition anti-irakienne s'est affaiblie.

Aussi, d'ici là, les contacts avec les États-Unis et les pays arabes qui ont envoyé des troupes en Arabie saoudite vont-ils être multipliés. D'autant que les Douze n'ont pas la même conception des initiatives à prendre. Paris, Rome, Bonn et Madrid devraient pousser à l'envoi d'une mission européenne à Bagdad.

## M. Jean Kahn (CRIF) regrette « le silence de la France » à propos d'Israël

M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a déploré, lundi 31 décembre, « le silence de la France, de l'Europe et de certaines autorités morales, tel le Vatican », après les menaces de M. Saddam Hussein contre Israël. « Pourquoi la France n'exprime-t-elle pas son indignation lorsque l'État d'Israël est ouvertement menacé par Saddam Hussein ? », s'interroge M. Kahn. Tout en se refusant d'opérer un amalgame entre la crise du Golfe et le conflit israélo-arabe, la politique française, en souhaitant une conférence internationale, n'entre-t-elle pas ainsi dans le jeu de Saddam Hussein ? « Nous ne comprenons pas la politique ainsi menée qui semble aller à l'encontre des intérêts de la France », conclut M. Kahn.

tandis que Londres et La Haye devraient faire valoir qu'une telle mission est prématurée.

En ce sens, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a déjà prévenu, lundi soir, que la Grande-Bretagne n'entendait pas « envoyer un faux signal à Bagdad », celui que « le monde est prêt à négocier ».

D'ores et déjà, le chef de la diplomatie luxembourgeoise, M. Jacques Poos, dont le pays préside à partir du 1<sup>er</sup> janvier le conseil des ministres de la CEE, a déclaré qu'il était « prêt à rencontrer M. Tariq Aziz », son homologue irakien, et « n'exclut pas » de se rendre lui-même à Bagdad. Aucun pays de la CEE n'a l'intention de faire des promesses à Saddam Hussein si un dialogue s'engage, a-t-il ajouté, réaffirmant que le président irakien « doit se voir sans condition aux résolutions de l'ONU ».

Une fois que l'Irak se sera retiré du Koweït, « la voie sera ouverte à des discussions sur d'autres questions du Proche-Orient, en particulier sur la sécurité dans le Golfe », mais aussi la question palestinienne, a ajouté M. Poos, tout en soulignant qu'il n'y aurait pas de « lien direct » entre cette dernière et la crise du Golfe.

Cette initiative de la CEE intervient au moment où le ministre des affaires étrangères yougoslave, M. Budimir Loncar, qui vient d'achever une visite en Irak, estime que Bagdad est désormais « conscient de la nécessité de trouver une solution politique à la crise du Golfe ».

D'après le chef de la diplomatie yougoslave, « quelque chose se précipite avant le 15 janvier », date limite au-delà de laquelle le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé le recours à la force contre l'Irak si Bagdad n'évacuait pas le Koweït. Le quotidien Politika de Belgrade croit même pouvoir affirmer que des négociations directes entre l'Irak et les États-Unis pourraient avoir lieu entre le 9 et le 12 janvier.

Réunion du Conseil de sécurité sur la situation dans les territoires occupés. — Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont réunis, lundi 31 décembre, afin d'étudier la situation dans les territoires occupés par Israël, à la suite d'une demande du président de l'OLP, M. Yasser Arafat. Le représentant de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Nasser al Kidwa, a accusé les États-Unis d'avoir bloqué un texte modéré, proposé par l'OLP et le Yémen. Par ailleurs, la présidence du Conseil de sécurité est revenue, à compter du 1<sup>er</sup> janvier et pour un mois, au Zaïre, qui a succédé au Yémen. — (AFP, Reuters).

Dans le même ordre d'idées, l'influent sénateur américain Robert Dole, chef de la minorité républicaine au Sénat qui, à la suite de deux entretiens téléphoniques avec l'ambassadeur d'Irak aux États-Unis, M. Mohammed al Machat, avait fait état dimanche d'une « certaine flexibilité de la part des Irakiens », s'est cru autorisé à déclarer lundi qu'il avait « une vision plus optimiste » de la situation. Le secrétaire d'Etat américain James Baker à Bagdad ne devrait pas forcément avoir lieu le 12 janvier comme le président Hussein l'a précédemment dit. Washington avait refusé la date du 12 janvier, la jugeant trop proche de celle du 15 janvier. Les États-Unis avaient suggéré la date du 3 janvier.

Tandis que les Douze mettent la dernière main à leur rencontre de vendredi, les initiatives et les déclarations se sont multipliées. Ainsi, selon une source jordanienne bien informée, le roi Hussein de Jordanie devrait entamer dans les prochains jours une tournée européenne qui le mènera en Grande-Bretagne, en Allemagne et en Italie.

## L'Irak restera « neutre »

De son côté, le Japon a annoncé qu'il était disposé à apporter une aide économique à l'Irak s'il se retire pacifiquement du Koweït, a annoncé lundi le premier ministre M. Toshiki Kaifu. Quant à l'Inde, elle s'est jointe au concert des pays qui ont conseillé à leurs ressortissants de quitter certains États de la région du Golfe.

Par ailleurs, l'évacuation des cent

soixante-cinq Américains qui jouissent du statut diplomatique et qui ne sont pas indispensables en Jordanie, a commencé et devrait être terminée avant le 15 janvier.

De son côté, l'Iran a réaffirmé lundi qu'il resterait neutre en cas de guerre entre l'Irak et la force multinationale déployée dans le Golfe. « L'Iran restera neutre en cas de guerre et ne se rangera pas au côté de l'un ou l'autre camp », a déclaré le ministre des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati devant des étudiants de l'université de Téhéran. « Nous ne voulons pas entrer dans ce conflit car nous considérons qu'aucune partie n'est dans son bon droit. Nous estimons que la crise doit être résolue de façon pacifique », a déclaré le ministre des affaires étrangères, dont l'intervention a été reprise par l'agence IRNA, a souligné que Téhéran n'autoriserait pas les belligérants à utiliser son territoire ou son espace aérien au cas où la guerre éclaterait. Bagdad s'en est violemment pris lundi soir, au président égyptien M. Hosni Mubarak, qui, dans son discours de fin d'année, avait exhorté son homologue irakien Saddam Hussein à prendre une « décision courageuse » en évacuant le Koweït, l'accusant d'être un « clown » et un « menteur ».

Enfin les autorités irakiennes ont appelé lundi sous les drapeaux tous les Irakiens nés en 1973. L'appel concerne « ceux qui sont nés avant 1973 et n'ont plus d'excuses pour être dispensés » du service militaire, a commenté l'agence de presse irakienne, précisant que les divres des « cycles primaires et complémentaires » ne sont pas concernés. — (AFP, Reuters).

## Selon le FPLP

## Des contacts entre l'OLP et Israël ont eu lieu en décembre à Paris

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache a affirmé, lundi 31 décembre, que des contacts israélo-palestiniens ont eu lieu en décembre à Paris. Les pourparlers ont eu lieu en présence de M. Kashoggi et d'un envoyé de M. Ariel Sharon, ministre israélien du logement.

Le FPLP, qui est l'une des principales composantes de l'OLP, avait annoncé jeudi dernier que des contacts avaient eu lieu entre des personnalités israéliennes, palestiniennes et arabes, en vue d'établir, à titre expérimental, un « Etat palestinien autonome » dans le territoire de Gaza occupé depuis 1967. Le FPLP avait ajouté que ce « plan américano-israélien » visait à provoquer des scissions au sein du mouvement palestinien. — (AFP).

## Le vice-président américain en Arabie saoudite

## Une guerre contre l'Irak serait « rapide et décisive »

Le vice-président américain Dan Quayle a affirmé, lundi 31 décembre, lors de sa visite des troupes américaines en Arabie saoudite à la veille du Nouvel An, que toute guerre contre l'Irak serait « rapide et décisive ».

M. Quayle, qui était arrivé dimanche dans le royaume, a été acclamé par les soldats à la fin de son discours, dans lequel il a affirmé l'appui du peuple américain à ses troupes stationnées dans le désert saoudien et l'engagement de Washington à résoudre rapidement la crise du Golfe.

Le peuple américain sait que s'il n'est pas mis un terme « aujourd'hui » à l'action du président irakien Saddam Hussein, « un Irak possédant l'arme nucléaire contraindra demain la plupart des sources d'énergie dans le monde, menaçant ainsi la sécurité et le bien-être des nations », a-t-il indiqué. M. Quayle a également souligné que le président George Bush tente de trouver un règlement pacifique à la crise, ajoutant toutefois que « si l'usage de la force est nécessaire, celle-ci sera rapide, décisive et à grande échelle ».

Le vice-président, qui avait rencontré dimanche à son arrivée à Ryad le roi Fahd, devait être reçu mardi par l'émir du Koweït en exil, cheikh Jaber Al Ahmad Al Sabah. — (AFP).

ISRAËL : une Palestinienne tuée en préparant une bombe. — Une Palestinienne de vingt-quatre ans a été tuée lundi 31 décembre à Jérusalem par l'explosion d'un engin explosif qu'elle préparait dans les toilettes pour femmes du marché central de Jérusalem. « Cette tentative d'attentat est liée au Jour du Fatah », qui marque, le 1<sup>er</sup> janvier, l'anniversaire de la première opération du Fatah, principale composante de l'OLP — et nous nous attendons à d'autres attaques dans les prochains jours », a déclaré l'intendant général de la police israélienne, M. Yaacov Terzner. Il a appelé le public israélien à la vigilance et indiqué que « les forces de sécurité israéliennes feront tout leur possible pour empêcher des attaques terroristes ». Les effectifs de la police, a-t-on appris de source militaire, ont été considérablement renforcés depuis dimanche à Jérusalem, et des consignes de « prudence » ont été données aux unités de l'armée dans les territoires occupés. — (AFP).

## Le pape souhaite que les immigrés soient mieux intégrés en Europe

Au cours d'une messe célébrée, lundi 31 décembre, à Rome, dans une église de la Compagnie de Jésus, le pape a renouvelé ses vœux pour la nouvelle année. A l'occasion du 1<sup>er</sup> janvier, journée mondiale de la paix pour l'Eglise catholique, il a consacré son message à l'intolérance religieuse (voir dans Le Monde du 19 décembre les extraits du message du pape publié par le Vatican le 18 décembre). Le 31 décembre, il a lancé un appel en faveur des déshérités et des sans-logis, mettant en cause l'accroissement du fossé entre riches et pauvres dans la ville de Rome. Jean-Paul II a exprimé aussi ses vœux pour « les centaines de milliers d'immigrants venus d'Afrique et d'autres régions extérieures à la communauté européenne ». Il faut faciliter leur intégration dans la communauté européenne, a-t-il souligné, « au lieu de les marginaliser dans une voie de pauvreté et de privations ». — (UPI, AFP).

## Mgr Duval, président de la conférence épiscopale de France : « construire la paix est une exigence »

Mgr Joseph Duval, président de la conférence épiscopale de France et archevêque de Rouen, a estimé, dans son message de vœux, que « construire la paix est une exigence, mais il n'y a pas de paix sans justice et sans équité ». « Que les menaces de guerre s'éloignent, a souhaité Mgr Duval. Que les régions qui vivent dans le trouble et la violence connaissent la sérénité. Que les nations et les peuples privés de liberté retrouvent l'indépendance et la liberté. Je pense particulièrement au Liban », a-t-il dit.

En conclusion, le président de la conférence des évêques a déclaré qu'en France « il n'est pas bon que les institutions, les partis politiques et les responsables n'inspirent pas la confiance. Il n'est pas bon que l'insécurité fasse vivre dans la méfiance et la peur ».

Le Monde  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE

Rem. : 45-55-91-82, poste 4330



## EUROPE

### dans le monde

#### « Je crois encore aux chances de la paix »

déclare M. Mitterrand

Le président de la République a présenté, lundi soir 31 décembre, à la radio et à la télévision, ses vœux aux Français. Voici le texte de son intervention :

« Mes chers compatriotes, »  
« A l'heure des vœux du Nouvel An, vous trouverez normal que nous portions d'abord notre pensée vers nos soldats qui servent la France dans cette région du Golfe où pèse encore si lourd la menace de guerre. »

« Nous leur dirons notre confiance. Ils témoignent du rang qu'occupe notre pays dans le monde et de sa capacité à prendre part au règlement des grands dossiers de la planète, à la place que nous avons héritée de la seconde guerre mondiale. »

« N'oubliez pas en effet qu'avec les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine et la Grande-Bretagne, nous sommes l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, organe suprême des Nations unies. A ce titre, nous avons condamné l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak et participé à l'embargo. Comprenez-moi : si nous laissons violer le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, rien n'empêchera, un peu partout, le fort d'écraser le faible, d'imposer sa violence. J'ai connu cela quand j'avais vingt ans et je ne veux pas que cela recommence. »

« En tout état de cause, la France appliquera les résolutions du Conseil de sécurité, y compris le recours éventuel à la force. Voilà pourquoi j'ai décidé l'envoi de nos soldats au Moyen-Orient. »

« Mais je crois encore aux chances de la paix, et la France y travaillera jusqu'au bout, à la condition de tenir bon sur les principes. C'est ce qui s'est produit pour les otages. Aujourd'hui, ils sont libres. C'est ce qui peut se produire demain pour le Koweït. »

« Je l'ai dit à la tribune des Nations unies, le 24 septembre dernier, il faut que l'Irak s'en convienne : le Koweït occupé, rien n'est possible ; le Koweït évacué, tout le devient. »

« Alors s'ouvrent le temps du dialogue. Je souhaite qu'il s'organise dans le cadre d'une ou plusieurs conférences internationales où ne sera édictée aucune décision : ni le droit d'Israël à la reconnaissance, ni le droit du Liban à la sécurité, ni le droit des Palestiniens à posséder une patrie, ni le droit de tous, de l'Irak au Koweït, à vivre en paix dans une région où l'on aura la sagesse, comme nous l'avons fait en Europe, de préférer l'entente à l'affrontement perpétuel. »

« Là encore, dans cette œuvre de paix, parce qu'elle aura été présente au moment difficile, la France jouera le rôle qui lui revient. Ce rôle, elle l'a tenu dans la rafale d'événements de 1990. Par exemple, c'est à Paris, sous présidence française, que s'est réunie, il y a moins de deux mois, la plus importante conférence européenne de l'histoire puisque, à l'exception de l'Albanie, tous les Etats de notre continent s'y sont retrouvés, en compagnie des Etats-Unis et du Canada, pour proclamer solennellement la fin de l'après-guerre et des blocs militaires, pour signer le premier accord de désarmement des forces conventionnelles, pour enregistrer le traité qui

« consacré l'unité allemande, pour garantir l'inviolabilité de la frontière entre l'Allemagne et la Pologne et pour doter enfin cette Europe, nouvelle de structures durables. »  
« Je me souviens de vous avoir déclaré lors des premiers vœux que je vous adressais, le 31 décembre 1981 : « Tout ce qui permettra de sortir de l'Yalta sera bon », ce qui voulait dire « tout ce qui permettra d'en finir avec la division mortelle de l'Europe ». Eh bien ! c'est fait. »

« On doit maintenant aller plus loin grâce à la Communauté des Douze, attelée à son unité politique, économique et monétaire, grâce à la Confédération européenne dont on jettera les bases dès le printemps prochain, grâce à la solidarité accrue à l'égard des pays de l'Est. Tout cela va dans le même sens. »

« J'entends pourtant, ici et là, des craintes s'exprimer. Pour de l'Europe, précisément, qui nous priverait de notre identité. Pour de l'Allemagne, réduite. Pour du Japon, dont les produits inondent nos marchés. Pour des Etats-Unis, désormais seule superpuissance, et divisée. Pour de l'Afrique du Nord, si peuplée qu'elle déborde. Pour de l'Afrique noire, en détresse. Pour de l'Inde, en pleine croissance. »

« Or, la position de la France est forte à l'étranger, ceux qui voyagent le savent, ils en sont fiers. Je suis frappé du décalage qui existe entre la réalité de notre situation et l'idée que s'en font bon nombre de Français. Ayons confiance en nous. »

#### « Un climat moral assaini »

« Je sais ce qui ne va pas chez nous. Je sais aussi ce qui va bien. Faire mieux est affaire de courage, de volonté et d'imagination créatrice. »

« Nous avons besoin de l'Etat, de son autorité pour contenir les intérêts particuliers. Nous avons besoin d'un climat moral assaini pour mobiliser l'énergie collective. Nous avons besoin d'une plus grande égalité dans le partage des profits dus au travail de tous. Nous avons besoin d'une jeunesse formée aux métiers qu'elle fera pour que recule enfin la gangrène du chômage. Et je n'ignore pas que nous avons besoin de bien d'autres choses encore. »

« C'est vrai, rien n'est facile. Tout est péril pour un peuple qui s'abandonne. Mais la France a, tous ces jours où des vagues de concurrence ambitieuses, incommodes. Voilà mille ans que cela dure ! Et elle est là, vivante, active et forte en cette fin du vingtième siècle, à l'avant-garde des idées et des initiatives qui modèleront le suivant. »

« Mes chers compatriotes, ce soir mes vœux tiendront en quelques mots très simples, ceux que vous emploieriez vous-mêmes quand vous vous direz « bonne année ». Que 1991 vous soit aussi heureuse que la vie le permet, que vous soyez épargnés les grandes peines, la souffrance et la solitude, que vous vous sentiez solidaires, là où vous êtes, de ceux qui vous entourent et, d'une façon plus large, que vous ayez l'envie, l'ambition de contribuer au succès de la France qui reste, grâce à vous, l'un des premiers pays du monde. »

« Vive la République ! Vive la France ! »

#### Aux militaires français

#### « Je sais que vous accomplirez votre devoir »

Voici le texte du message que M. François Mitterrand a adressé aux forces françaises présentes dans le Golfe :

« J'ai souhaité m'adresser à vous tous, officiers, sous-officiers, gendarmes, soldats, marins et aviateurs, qui êtes actuellement présents au Moyen-Orient. »

« Depuis le 2 août 1990, un Etat souverain, le Koweït, est envahi par son puissant voisin l'Irak, sa population asservie, soumise à des violences. Cet acte inacceptable a été condamné par la communauté internationale, et sa plus haute institution, le Conseil de sécurité des Nations unies, a ordonné le retrait des troupes irakiennes. »

« Au seuil de 1991, je formule mes vœux, mes vœux ardents pour vous-mêmes et pour vos familles. Malgré la gravité de l'instant, je vous souhaite une bonne et heureuse année et je vous assure de la confiance de tous les Français. »

« Vive la République ! Vive la France ! »

« Au nom de la France, vous

#### Limogeage du chef des troupes soviétiques et de ses adjoints dans l'ancienne RDA

L'annonce, lundi 31 décembre, du limogeage du chef des forces soviétiques dans l'ancienne RDA et de ses principaux adjoints marque un tournant dans la crise qui secoue dans le pays une armée rouge en pleine déliquescence, minée par une vague sans précédent de désertions (le Monde daté 30-31 décembre).

Le général Boris Snetkov, commandant en chef des 370 000 soldats soviétiques basés depuis 1945 en Allemagne, dont le remplacement avait été discrètement annoncé le 12 décembre dernier, a en fait été limogé à la suite de la désertion de deux officiers qui auraient en plus livré des missiles et des obus à l'Ouest, ont indiqué lundi les *Izvestia*.

Le coup de balai touche les principaux collaborateurs du général Snetkov. Le général Alexei Koliniachenko, chef du département politique, le général Shipilov, chef du personnel des troupes de l'ex-

#### URSS

#### Limogeage du chef des troupes soviétiques et de ses adjoints dans l'ancienne RDA

RDA, et le général Zhourov ont été également remerciés.

Un des deux officiers déserteurs à l'origine du limogeage du général Snetkov, le lieutenant-colonel Kolesnikov, pourrait avoir été rappelé en URSS, selon les *Izvestia*, mais il aurait fui à l'Ouest le 29 novembre avec sa femme et deux fils.

#### Larcins et trafic d'armes

On ne compte plus les larcins de membres de l'armée soviétique chez des particuliers ou dans des commerces.

La solde d'un appelé n'est que de 25 DM (16 dollars) par mois, et tous les moyens sont bons pour tenter de profiter de l'abondance occidentale et améliorer le quotidien : trafic d'armes dérobées dans les dépôts, vente d'essence et d'uniformes. — (AFP)

#### ALBANIE

#### Le projet de Constitution prévoit le droit de grève et rétablit la liberté religieuse

La nouvelle Constitution en cours d'élaboration en Albanie prévoit le droit de grève, rétablit la liberté religieuse, le droit à la propriété privée et le droit de créer des partis politiques indépendants, selon la version diffusée lundi 31 décembre par l'agence albanaise ATA.

Le projet, rédigé par une commission du Parlement, ne fait aucune référence au Parti albanaise du travail, consacrant ainsi, du moins en théorie, la séparation des pouvoirs du parti de ceux du gouvernement et du Parlement.

L'Albanie reste une république populaire socialiste, mais la référence à la dictature du prolétariat a disparu. Les pouvoirs du président de la République sont sensiblement renforcés.

Le texte stipule que les travailleurs « ont le droit d'interrompre le travail provisoirement si leurs droits reconnus par la loi ne sont pas satisfaits ». D'autre part, l'Albanie « est un Etat laïc qui respecte la liberté de croyance

religieuse » et garantit le droit d'association politique, économique et culturelle.

Les Albanais retrouvent également la liberté de circuler à l'intérieur du pays, de s'installer dans la ville de leur choix, ainsi que de voyager à l'étranger.

#### M. Mitsotakis à Tirana le 13 janvier

Par ailleurs, l'exode des Albanais de souche grecque vers la Grèce s'est poursuivi lundi 31 décembre. Selon la police des localités grecques frontalières, quelque 1 300 Albanais ont franchi la frontière dimanche et lundi, sans papiers, clandestinement mais visiblement avec l'accord des gardes-frontières albanais. A Athènes, le gouvernement a annoncé que le premier ministre grec, M. Constantinos Mitsotakis, se rendrait le 13 janvier en visite officielle à Tirana. Ce sera la première visite d'un chef de gouvernement grec en Albanie. — (AFP, Reuters, AP)

#### GRANDE-BRETAGNE : converti à l'islam

## L'écrivain Salman Rushdie se rendra prochainement en Egypte

Salman Rushdie devrait se rendre au Caire dans les prochains jours afin de s'y entretenir avec des docteurs de la foi musulmane. Il est invité par le ministre égyptien des affaires islamiques, M. Mohammed Mahgoub, avec l'approbation du président Mubarak. Ce voyage est la conséquence d'une rencontre, en Angleterre, en un lieu tenu secret, entre l'auteur des *Versets sataniques* et M. Mahgoub. Salman Rushdie avait ensuite fait publier un communiqué dans lequel il affirmait adhérer désormais aux principaux articles de foi de l'islam.

#### LONDRES

L'écrivain devrait avoir une entrevue au Caire avec le chef spirituel des musulmans sunnites, le cheik Gai El Hak, de la mosquée Al Azhar. Ce dernier a déclaré

qu'il lui « accordait sa bénédiction et l'accueillait au sein de l'islam » et que l'écrivain « ne devait plus être tenu pour responsable des péchés qu'il avait pu commettre avant sa conversion ».

L'annonce du retour de Salman Rushdie à la foi de son enfance, faite la veille de Noël, a beaucoup surpris ceux qui ont fait campagne pour l'écrivain, au nom de la tolérance religieuse, depuis sa condamnation à mort par l'imam Khomeini en février 1989. Les intellectuels de gauche britanniques s'étaient mobilisés pour le défendre contre les attaques des intégristes musulmans, qui brûlaient en public les *Versets sataniques* et s'affirmaient prêts à tuer l'écrivain de leurs propres mains. L'un d'eux, le dramaturge Arnold Wesker, écrit dans le *Sunday Times* que les « terroristes religieux ont apparemment gagné la partie ».

Le romancier Daniel Easterman estime, dans *The Independent* que la conversion de Rushdie « laisse un goût amer dans la bouche ». Il

considère que cet épisode ne fera que convaincre davantage encore ceux qui voient dans l'islam une religion intolérante. « Comment peut-on parler de tolérance quand un homme est forcé, par peur de la mort, d'embrasser une religion ? » écrit-il.

#### Suggestion d'un référendum

Les réactions de la communauté musulmane britannique à la conversion de Rushdie ont été diverses. Un groupe modéré propose la tenue d'un référendum parmi les musulmans du Royaume-Uni pour connaître leur attitude face à l'écrivain. « Quatre-vingt-dix pour cent d'entre eux accepteraient la validité du retour de Rushdie à l'islam et lui pardonneraient tout ce qu'il a fait », déclare le leader de ce groupe, le Dr El Essawy. Mais une autre organisation, le Comité d'action pour les affaires islamiques, estime que l'écrivain a eu recours à un « stratagème mensonger pour se

tirer d'affaires », et réitère sa demande que l'éditeur Penguin, retire le livre de la vente, s'excuse auprès des musulmans et paye des dommages et intérêts.

Dans un entretien à la BBC, Salman Rushdie a affirmé dimanche qu'il ne s'était pas engagé à ne jamais faire publier les *Versets sataniques* en édition bon marché, sous une couverture brochée, mais qu'il avait seulement demandé à son éditeur de ne pas procéder, pour une période indéterminée, à un tel lancement. Un ouvrage est traditionnellement publié ici en édition reliée, relativement coûteuse, avant d'être proposé en livre de poche. Il a aussi voulu répondre aux personnes, parmi celles qui l'ont soutenu, qui sont déçues par son changement d'attitude : « S'ils n'aiment pas ce que j'ai fait, ils devraient essayer un peu de se mettre dans mes chaussures ».

DOMINIQUE DHOMBRES

## AMÉRIQUES

### Christophe Colomb dans la tempête

Suite de la première page

Les attaques contre Christophe Colomb viennent, cette fois, des descendants de ces « indiens » — comme il appelait par erreur les habitants des terres découvertes — inspirés par un révisionnisme agressif. Pour Jane Elliott, une Cherokee, il est un « assassin », responsable d'un holocauste de millions de personnes. « Les indiens américains n'ont rien à célébrer », écrit-elle. Un autre « natif », M. Means, estime que, par comparaison avec Colomb, « l'Indien était un simple délinquant juvénile ». M. Sales, auteur d'une biographie sur le navigateur, accuse « ce premier émigrant clandestin d'avoir commencé le viol de l'hémisphère et l'asservissement d'un peuple ». Enfin, sous le nom de « Columbus dans le contexte », un groupe de contestation s'est même constitué pour demander l'annulation des fêtes du cinquième centenaire.

#### Une occasion de faire pénitence

Mais les hommes d'Eglise participent à la bataille. Le Conseil national des Eglises (NCC), réunissant un certain nombre de groupes protestants, estime que ce cinquième centenaire doit être « une occasion de faire pénitence et non de réjouissances ; il est le symbole de l'invasion et de la colonisation qui aboutirent à un génocide et au racisme... L'Eglise, à de rares exceptions près, a approuvé et légitimé cette conquête de l'exploitation ». La conférence des évêques catholiques américains est plus nuancée. Certes, la rencontre entre Européens et Indiens fut « dure et pénible », mais les colons amenèrent « l'Evangile et ses effets civilisateurs ». Néanmoins, les catholiques doivent exprimer leur remord pour les fautes du passé.

Citant le pape Jean-Paul II, la lettre pastorale indique que le moment n'est pas venu de s'étendre exclusivement sur ces fautes, mais d'en tirer les leçons pour travailler à la réconciliation... Des érudits catholiques n'ont pas manqué de souligner pourtant que les Européens n'avaient pas amené l'esclavage, qui existait avant leur arrivée dans les civilisations antiques et inca.

Bien entendu, les Américains d'origine hispanique ou italienne sont venus à la rescousse de « Cristobal » Colon. Un descendant des conquistadors pleure dans le *New York Times* en faveur des Espagnols, qui ont laissé « un héritage de culture et de décence toujours présent en Amérique latine ». Quant aux Américains d'origine italienne, ils ne décollent pas : « Nous considérons comme une grande offense l'effort fait pour discréditer les succès de Christophe Colomb et diffamer sa personne », explique un de leurs représentants.

#### Masochisme intellectuel

L'offensive contre Christophe Colomb a déclenché une vigoureuse contre-attaque des éléments conservateurs, dénonçant le « masochisme intellectuel » de ceux qui voudraient jeter le passé d'après les critères imparfaits du présent, écrit le *Washington Times*, défendant le point de vue des républicains de droite. Le journal s'en prend au mouvement visant à discréditer l'Amérique, décrite comme étant « raciste, impérialiste, intolérante, sexiste, misanthrope, tolérant les cigarettes mais indifférent aux armes et aux chouettes ». (Le journal se réfère aux chouettes de l'Orégon, considérées comme une espèce rare, méritant

d'être protégée.) A dire vrai, la campagne contre l'explorateur génois s'inscrit naturellement dans le cadre du révisionnisme de l'histoire américaine.

Ainsi, pour corriger les trop belles images d'Epinal de l'Ouest américain, une indienne, responsable du mouvement célébrant le massacre, en 1876, des deux cent vingt-cinq cavaliers de l'impétueux mais si incompréhensible général Custer par les Sioux et les Cheyennes, voudrait que soit construit un mémorial pour les cent Indiens qui périrent également dans la fameuse bataille de Little Big Horn. D'autres Indiens voudraient que la mémoire de Sitting Bull, le grand chef Sioux tué par la police le 15 décembre 1890, soit honorée solennellement. A noter à ce propos le point marqué par les révisionnistes : le grand succès du film *Dancing with the Wolves*, présentant des Sioux dignes et nobles, faisant contraste avec les brutes incultes de l'US Cavalry.

Une importante cérémonie doit avoir lieu le 12 octobre 1992 à Saint-Domingue, où le navigateur débarqua. Un message spécial du pape est annoncé. Mais les prélatés conservateurs latino-américains voudraient célébrer l'héroïsme des missionnaires, qui défendirent les Indiens contre la cruauté des conquérants, et ont accepté un tribunal du peuple, composé de représentants des minorités, appelé à passer en jugement sur les cinq cents ans de conquête.

A Washington, diverses cérémonies sont prévues. Il est étonnant qu'un opéra espagnol retraçant l'épique voyage de Christophe Colomb, avec Luciano Pavarotti dans le rôle principal. Dans la soirée finale, Colomb revient pour découvrir ce que son Amérique est devenue, se gôtaifrant de l'éclatante nourriture d'un restaurant fast food : le spectacle du compulsi Pavarotti, Colomb revisité devant à belles dents ces nourritures contemporaines, est à garder pour la bonne bouche.

HENRI PIERRE



## AFRIQUE

## Croisade des gueux au Mozambique

Une armée d'« invincibles » va-nu-pieds est en train de libérer le Zambèze de la Renamo... mais pas de la famine

MURRUUA  
(province du Zambèze)

de notre envoyé spécial

Accroupi près de l'avion de Médicos sans frontières, l'homme est tout petit. Comme des centaines de milliers de Mozambicains, il a survécu, dans la brousse, à des années de guérilla entre les rebelles de la Renamo et l'armée régulière. Le pansement qui lui prend le bras gauche et le haut du torse n'est que plâtre. La gangrène est là, mais, incroyablement, du côté du bras droit, il n'a pas été victime d'un quelconque combat, si ce n'est celui qui l'a opposé à un crocodile, il y a quelques jours, quand il pêchait dans le rio, à la nuit tombée, pour nourrir sa famille. Soigné aux antibiotiques, il attend le départ du Highlander, un bi-moteur loué à une compagnie zimbabwéenne par MSF-France, pour être conduit vers Mocuba et son hôpital, à trois heures d'heure de vol, où un technicien de santé, formé à la chirurgie, lui coupera le bras.

Il était sorti du « bush », où il se terrait, en juillet, mis en confiance par le refus des « bandits armés » de la Renamo et la tranquille assurance des Napramas, une armée de va-nu-pieds galvanisés par un jeune visionnaire de vingt-huit ans, mi-sorcier, mi-chef de guerre, qui, partout dans la province du Zambèze, a taillé des crouilles aux rebelles d'Afonso Dhlakama. Là où les forces gouvernementales ont échoué, incapables de tenir les places qu'elles représentaient à la guérilla, Manuel Antonio et ses gueux ont réussi.

Comme les Zoulous

Ils sont « invincibles ». Du moins, les populations locales le croient. Manuel Antonio vaccine ses hommes contre les maladies, au cours de longues séances d'initiation. Une certaine de sacrifices au rasoir aussitôt recouvertes d'un mélange d'herbes et de cendres de charbon, deux coups de machette, bien assés pour ne pas couper, sur la poitrine et le « vaccin » est prêt au combat.

Une stricte discipline règne chez les Napramas. Tous arborent un ruban rouge, signe distinctif, autour du front, du poignet ou au bout de leur lance. Car ils n'ont droit qu'à l'arme blanche. C'est à la pointe des sagittaires qu'ils ont, « nez-à-nez », les zones jusqu'aux contrées par la Renamo. Leur tactique est simple. Ils attaquent en nombre, fondent sur leur objectif, soufflant dans des

cornes de vaches, hurlant comme des Zoulous. Les rebelles de la Renamo ouvrent bien le feu, mais, persuadés que les lances sont empoisonnées et peut-être convaincus de l'invincibilité de leurs adversaires, ils fuient.

Le soutien inespéré de ces soldats aux mains nues est précieux aux troupes du Frelimo. L'armée de Maputo n'a pas été longue à retourner la situation à son avantage. Du moins a-t-elle récupéré le mouvement en s'associant à son action. Le 9 novembre, à Mulevala, entre Mocuba et Gilé, alors que Manuel

monde, l'administrateur de Murruua, ville fantôme au cœur du Zambèze, connue jadis pour ses pierres précieuses et semi-précieuses, complètement dévastée en 1986 par la Renamo. Les Napramas ont en tout cas bel et bien libéré, le 12 juillet, la localité qu'ils reprennent en main aujourd'hui pour le compte de l'Etat mozambicain.

Lui-même n'est arrivé que le 13 octobre, trois mois plus tard, à pied, venant de Gilé, 50 kilomètres plus à l'est, escorté d'une colonne de militaires. Cinquante quatre mille

été livrés par un pont aérien organisé par le DFCCN, une structure gouvernementale chargée de faire face aux calamités. Mais, à la grande fierté de l'administrateur, le 12 novembre, un premier convoi de dix-neuf camions précédé de bulldozers a pu se frayer une piste jusqu'à Murruua, qu'il considère « momentanément désenclavée ». C'est-à-dire jusqu'aux prochains pluies, car les trois ponts sur la piste venant de Mocuba ont été détruits par la Renamo. Le convoi a fait un détour pour trouver un gué praticable. Mais, dès la montée des eaux, Murruua ne sera à nouveau plus accessible que par la voie des airs.

Plus d'un million de déplacés

A quelques centaines de mètres de la piste caillouteuse où l'avion de World Vision, une organisation non gouvernementale américaine, a déchargé des dizaines de sacs de maïs, la distribution de nourriture a commencé. Les uns derrière les autres, les chefs de famille, bien souvent des femmes, attendent patiemment leur tour sous un soleil incandescent. En longues processions, ils repartent vers leurs cases d'herbes et de boue, lestés de plusieurs kilos de céréales. La plupart d'entre eux n'ont autour de la taille qu'un pagne en écorce d'arbre.

Dans la seule province du Zambèze, un million cent mille Mozambicains ont fui leurs terres, leurs villages, chassés par les atrocités de la Renamo. Ce sont les déplacés, les déplacés, le tiers de la population locale. Ils vivent dans des camps. Neuf cent mille d'entre eux sont entièrement dépendants de l'aide internationale. Deux cent mille autres sont devenus auto-suffisants grâce à des programmes de distribution de semences. Mais la situation s'aggrave de jour en jour. Les Napramas et l'armée du Frelimo continuent d'avancer. Ils libèrent des zones contrôlées par la Renamo et forcent à sortir du bush les malheureux qui y végètent depuis des années.

Cinq mois après la reprise de Murruua, une dizaine de réfugiés arrivent encore chaque jour. Ils sont immédiatement dirigés vers les bâtiments évanouissants de la mine où l'administrateur et la direction départementale de la santé ont installé, avec les moyens du bord, une structure sanitaire. Un infirmier polyvalent et deux aides, l'un pour les piqûres, l'autre pour les pansements, font de leur mieux avec quelques boîtes de

personnes étaient là, regroupées et protégées par les Napramas, dans un état de dénuement total. « Il en mourait de trente à cinquante par jour », selon l'administrateur, qui estime qu'il reste, aujourd'hui, sous sa houlette, « un peu plus de vingt mille personnes ».

De nombreux réfugiés sont déjà repartis vers leurs régions d'origine, traînant leur misère et leur corps décharnés vers Gilé, Mulevala ou Pebane. Les secours d'urgence ont

## BURUNDI

## Une charte de l'unité nationale va être soumise à référendum

Le parti unique au pouvoir, l'UPRONA, vient de réunir un congrès extraordinaire au cours duquel une charte de l'unité nationale a été adoptée à l'unanimité. Cette charte, qui sera soumise à référendum en février, s'inscrit dans un processus de démocratisation qui, s'il est mené à terme, devrait déboucher sur une nouvelle Constitution instituant le multipartisme.

BUJUMBURA

de notre envoyé spécial

Ce n'est pas un hasard si le « congrès de l'unité » a eu lieu pendant les fêtes. Cette réunion marquait aussi la dissolution du Conseil militaire pour le salut national, aux commandes depuis le coup d'Etat du 3 septembre 1987. On craignait la réaction de certains gradés, mécontents d'être renvoyés dans leurs casernes. Bujumbura a donc été quadrillée par l'armée et de nombreux officiers ont été envoyés en permission, loin de la capitale. Ces légères bruits de bottes ont fait long feu. La transition a eu lieu sans accroc. Cinq militaires seulement se retrouvent au sein du comité central de l'UPRONA, qui prend la relève, jusqu'à la réunion, dans un ou deux ans, d'une assemblée nationale.

La composition de ce comité central a été supervisée par le président Pierre Buyoya, qui a tenu à ce que Hutus et Tutsis y soient représentés à égalité comme au gouvernement. Les militaires hostiles au partage du pouvoir accusent le chef de l'Etat d'exposer les Tutsis à « la vengeance des Hutus » en accordant à ces derniers trop de pouvoirs. « C'est un piège », dit-on avec mépris pour dénoncer son innocence. De son côté, l'observateur local a fait lire dans

toutes les paroisses une lettre pastorale sur l'unité nationale.

Quant aux réfugiés (Hutus) de l'étranger, qui avaient accepté d'assister à ce congrès, ils ont reconnu, pour la plupart, que l'atmosphère a changé, que les gens parlent ouvertement de la question ethnique, « ce qui veut dire qu'il y a eu déjà une certaine libération ». « Le multipartisme reste pour nous la condition essentielle de notre retour au pays », explique Mme Geneviève Mireckano, responsable de la communauté des Hutus de Belgique. L'UPRONA reste, en effet, pour beaucoup de réfugiés « le parti qui (les) a exilés ».

La marge de manœuvre du président Buyoya est étroite. Il doit expliquer aux Tutsis que sa politique « est la seule qui puisse leur permettre de conserver une position sociale dans un Burundi moderne », c'est-à-dire pluraliste. Pour le moment, la règle des « 50/50 » (entre Hutus et Tutsis) dans les institutions représente le maximum acceptable par les Tutsis.

Devant le radicalisme du mouvement clandestin Palipehutu qui exige un pouvoir refaçant le rapport des forces démographiques Hutus-Tutsis, certains observateurs estiment que ce système mènerait, comme au Rwanda voisin, à l'émergence d'une oligarchie, forte de sa bonne conscience majoritaire et qui finirait par exploiter la population, alors que la parité consacrerait un certain contre-pouvoir utile à une grande démocratisation. Mais le chef de l'Etat se méfie encore de ce contre-pouvoir. A preuve, le bel unanimisme observé au cours du congrès et le sort réservé à la Ligue des droits de l'homme qui a déposé ses statuts il y a huit mois et qui attend toujours son agrément officiel.

JEAN HÉLÈNE

## Combats meurtriers à Mogadiscio

Suite de la première page

La veille, à Rome, le mouvement rebelle avait déclaré que ses troupes avaient pris le contrôle du siège de la radio-télévision. Mais, selon le Mouvement national somalien (MNS), un autre groupe d'opposition qui s'est rendu maître de la plus grande partie du nord du pays, les hommes de l'USC n'auraient son jour coupe que cinq des treize districts de la capitale.

De nombreuses bandes de malfruits profitent de la confusion dans la capitale pour mener des attaques à main armée. Les écoles de Mogadiscio ont été fermées et les transports en commun ne fonctionnent quasiment plus. Quant aux hôpitaux, ils regorgent de blessés, et certains ont même été hébergés dans des hôtels. Les ambulances étrangères et les organisations humanitaires ont évacué, début décembre, la majeure partie de leur personnel.

Les rebelles avaient rejeté, samedi, un appel à déposer les armes lancé par le ministre de l'Information, et avaient exigé, au préalable, la démission du président Barre, au pouvoir depuis octobre 1969. Ils avaient aussi repoussé des réformes constitutionnelles récemment annoncées, notamment l'introduction du multipartisme, en déclarant que ces mesures n'avaient pour but que de sauver le régime en place. « Avec Spaul Barre, il ne peut pas y avoir de démocratie », avait déclaré un porte-parole de l'USC. « La population somalienne en a assez de lui ».

Dans un communiqué conjoint, publié, lundi, à Londres, l'USC et le MNS estiment que « le peuple somalien est à la limite de sa survie » et ont exigé, au préalable, la démission du président Barre, au pouvoir depuis octobre 1969. Ils avaient aussi repoussé des réformes constitutionnelles récemment annoncées, notamment l'introduction du multipartisme, en déclarant que ces mesures n'avaient pour but que de sauver le régime en place. « Avec Spaul Barre, il ne peut pas y avoir de démocratie », avait déclaré un porte-parole de l'USC. « La population somalienne en a assez de lui ».

Néanmoins, le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, qui « suit avec une préoccupation croissante la dégradation continue de la situation en Somalie », a proposé à nouveau la réunion d'une conférence de la paix au Caire, qui n'a jamais pu être mise sur pied, les

mouvements d'opposition ayant refusé d'y participer. Dans un communiqué, le ministre italien des affaires étrangères rappelle que « les résolutions et affrontements actuels résultent malheureusement de l'abandon de la ligne de réconciliation nationale, depuis longtemps recommandée par l'Italie (l'ancienne puissance coloniale) qui avait offert, avec l'Egypte, de soutenir un projet de conférence, fixée à l'époque au 11 décembre ». De son côté, M. Boutros Ghali, le chef de la diplomatie égyptienne, a indiqué qu'il était en contact avec toutes les parties pour mettre en place une table ronde.

Une table ronde ?

Mais, n'est-ce pas déjà trop tard pour régler le conflit autour de la table des négociations ? Sans retournement de dernière minute, les heures du régime du président Barre semblent maintenant comptées. Il n'aurait pas fallu six mois à l'USC, qui avait été créé en 1989, à Rome, pour se trouver maître d'une bonne partie de la capitale. Il doit, il est vrai,

## Un pays en ruine

A l'extrémité de la corne de l'Afrique, la République démocratique de Somalie (637 657 kilomètres carrés) est limitrophe de l'Ethiopie, de Djibouti et du Kenya. Sa population, de religion islamique, est d'environ six millions d'habitants, dont un demi-million à Mogadiscio.

Partagée entre l'autorité coloniale britannique, au nord, et l'italienne, au sud, la Somalie a été réunifiée lors de son indépendance, en 1960. Le président Mohamed Siyad Barre, un ancien colonel de police, s'est emparé du pouvoir en 1969 et a gouverné, depuis, sans partage. En 1976, il a créé un Parti socialiste révolutionnaire somalien (PSRS).

ses succès rapides au fait que le gros de ses partisans sont membres de l'ethnie Hawye, originaire de Mogadiscio et du centre du pays et qu'il a pu ainsi bâtir un réseau de complicités au sein même de l'appareil d'Etat.

Avant que l'USC n'apparaisse sur la scène politico-militaire, le pouvoir en place avait dû affronter, pendant plusieurs années, dans le nord du pays, le MNS, qui recrute ses hommes au sein de l'ethnie Issak. Tout en se rendant maître du terrain, ce mouvement rebelle avait réussi à affaiblir le régime sans pour autant réussir à provoquer sa chute.

Tout au long de sa carrière, le chef de l'Etat a su, en politique, madré, nouer des alliances de circonstance pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir, passant du camp socialiste au camp occidental à la faveur de la guerre de l'Ogaden contre l'Ethiopie, en 1977-1978. Il ne dispose plus, aujourd'hui, de beaucoup d'alliés pour voter à son secours. Amie de dernière heure, la Libye vient d'annoncer qu'elle s'efforcerait de « venir en aide aux habitants de Mogadiscio soumis à une situation alimentaire difficile, du fait de la lutte pour le pouvoir ».

J. de B.

## SOUDAN

## Application

## « immédiate » de la loi islamique dans le nord du pays

Le chef de la junte soudanaise, le général Omar Hassan El Béchir, a annoncé lundi 31 décembre « l'application immédiate de la charia (loi islamique), dans le nord du pays ». Dans un discours radio-télévisé à l'occasion de la Fête de l'indépendance, il a ajouté que « le sud du pays (en majorité animiste et chrétien) et le droit de choisir les lois appropriées à son contexte, et [qu'] en attendant, le système légal y prévalant restera inchangé ».

L'application de la charia avait été décidée en 1983 dans l'ensemble du pays par le président Néméri. Elle avait été gelée deux ans plus tard, après sa chute. « L'application de la charia sera entreprise avec la prudence et la précision conformes à la tolérance de l'islam, à sa justice et aux droits des individus et groupes », a déclaré le général Béchir, chef de la junte au pouvoir, en précisant que la mesure toucherait également le secteur bancaire, où il « sera mis fin à l'usage des transactions officielles ».

## TOGO

## Les évêques demandent une amnistie générale

Pour la première fois depuis l'indépendance, les évêques viennent d'intervenir publiquement dans le débat politique pour « implorer » le gouvernement du président Gnassingbé Eyadéma d'accorder « une amnistie générale à tous ceux qui sont privés de leur liberté ou qui ont dû quitter le pays, pour des raisons politiques ».

Dans une lettre pastorale, les quatre évêques du pays estiment que le multipartisme peut conduire « à un enlèvement de la conscience nationale dans le tribalisme et le régionalisme, mais ces risques ne peuvent en aucun cas servir d'alibi au rejet d'une vraie démocratie ».

« L'unité nationale porte de graves blessures qu'il nous faut à tout prix colmater. La jeunesse se sent minée par la gangrène du chômage. La misère est loin d'avoir déserté la terre togolaise », poursuit la lettre. Pour les évêques, « la situation qui se dessine aujourd'hui est des plus inquiétantes, voire violentes et provocatrices, n'a pas germé soudainement. Elle est le fruit de compromissions, de lâchetés, de refus de servir la vérité, de manque d'un véritable amour de la patrie, de divisions tribales acceptées, subies ou encouragées, de silences complices et coupables ».

ALGERIE : condamnation à mort de sept islamistes. — Sept peines capitales par contumace ont été prononcées, lundi 31 décembre, par le tribunal criminel de Blida, à l'encontre d'accusés islamistes en fuite, impliqués dans l'attaque de ce même tribunal. Il y a trois ans, qui avait fait trois morts. Les assaillants avaient fait irruption dans la salle d'audience au cri de « Allah Akbar » et voulaient entraver le déroulement du procès d'un vieillard de quatre-vingt-neuf ans qui avait tué sa femme, beaucoup plus jeune, qu'il accusait d'adultère. — (AFP)

COTE-D'IVOIRE : victoire du parti au pouvoir aux élections municipales. — Le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), au pouvoir, a remporté, dimanche 30 décembre, après la présidentielle et les législatives, une troisième victoire lors des élections municipales, toutefois marquées par un taux d'abstention record. Les listes du PDCI ont enlevé cent vingt-trois communes sur cent trente-deux. Le Front populaire ivoirien (FPI), principal parti d'opposition, ne s'est imposé que dans six communes. Trois listes sans étiquette ont enlevé trois municipalités. — (AFP)

MAROC : acquittement d'un responsable syndical. — Le tribunal de première instance de Fès a acquitté, lundi 31 décembre, le secrétaire régional de l'Union générale des travailleurs du Maroc (UGTM), M. Mohamed Titna Alaoui, qui comparait pour « rébellion, troubles à l'ordre public et diffusion de fausses nouvelles ». Le ministère public lui avait notamment reproché d'avoir fourni à une agence de presse étrangère des « informations erronées » sur le nombre de morts lors des violences ayant accompagné la grève générale du 14 décembre. D'autre part, le tribunal de première instance de Meknès a condamné, lundi, dix personnes à des peines allant de trois à dix ans de prison ferme, pour « troubles à l'ordre public », « groupements armés » et « actes de pillage et de vandalisme ».

La Cor

Un naufrage programme

Vingt mille mots



Après l'assassinat de Paul Mariani, maire de Soveria

## La Corse en état de choc

AJACCIO

de notre correspondant

Pourquoi a-t-on abattu Paul Mariani, cinquante-cinq ans, attaché au cabinet de M. François Doublin, ministre délégué, chargé du commerce et de l'artisanat? Cet ancien directeur de l'Office HLM de Chelles, en région parisienne, était maire (divers gauche) du petit village de Soveria, situé à 10 kilomètres au nord de Corte, sur la route nationale Ajaccio-Bastia.

Qui est l'auteur des deux coups de feu tirés par un fusil 7,5 mm ou bien un revolver 9 mm? Ces deux questions angoissent à nouveau la

Corse, qui avait été plongée dans un état de choc après l'assassinat de Lucien Tirolo, le président de la Chambre régionale de l'agriculture, survenu à Ajaccio le 19 décembre, et déjà, trois mois auparavant, par celui du maire UDF de Grosseto-Prugna, Charles Grossenti.

Paul Mariani se trouvait à son domicile le 31 décembre, vers 18 h 30, lorsque des gravillons ont été jetés contre la fenêtre. Le village était alors plongé dans l'obscurité en raison, croyait-on, d'une coupure de courant dont on se demandait, maintenant, si elle n'a pas été sciemment provoquée.

Il sortit, pour voir, un revolver

de calibre 7,65 mm à la main. Et c'est alors qu'il essuya les coups de feu d'un individu qui se fondit rapidement dans la nuit. La victime eut cependant le réflexe de riposter à deux reprises mais on ignore si l'agresseur a été touché.

## Situation politique tendue

C'est parce que Paul Mariani avait demandé et obtenu un permis de port d'arme que les enquêteurs semblaient, dans un premier temps, privilégier la piste d'un conflit d'ordre privé ou d'une rancune.

Le maire du village se sentait en

effet menacé, mais il n'est actuellement pas possible d'affirmer que le meurtre soit en relation avec la situation politique de Soveria, où le climat est tendu depuis au moins deux ans.

Le 31 décembre 1988, la confiserie locale avait été gravement endommagée par un attentat à l'explosif, jamais revendiqué, et, en juin 1989, le tribunal administratif de Bastia avait annulé l'élection de Paul Mariani, réputé non éligible dans son village.

Mais le Conseil d'Etat venait d'affirmer cette décision, de sorte que l'élu pouvait accomplir son mandat. En mars 1989, la liste de Paul Mariani, composée de candi-

dats de diverses sensibilités, dont des nationalistes, l'avait emporté sur celle du maire communiste sortant, M. Marc Sodini.

Sans attendre la moindre indication - mais aurait-elle pu venir? - la classe politique corse, notamment à droite et au MRG, a réagi en plaçant le meurtre de Paul Mariani dans le même contexte que les assassinats de Charles Grossenti et Lucien Tirolo. L'enquête permettra-t-elle de faire la lumière sur cette nouvelle affaire, la quinzième de l'année 1990, dont aucune n'a encore été élucidée?

PAUL SILVANI

POINT DE VUE

## Un naufrage programmé?

par Christian Bonnet

Il est des responsables politiques qui s'estiment tenus à une certaine réserve à l'égard de leurs successeurs...

Mais le naufrage programmé, par un texte aberrant, d'une Corse à la dérive, l'obscuration dogmatique d'un ministre sourd aux adjurations d'amis aussi courageux que clairvoyants - un Giacobbi, un Zucarelli - rendent désormais tout silence coupable.

Depuis plusieurs décennies, bien des solutions ont été explorées, sans grand succès, reconnaissances. Et l'on n'osait jeter la pierre à qui croyait pouvoir, à partir de contacts répétés avec certains dirigeants du FLNC, obtenir mieux que les trêves généralement octroyées à l'Etat par de prétendus responsables...

Mais persévérer dans l'erreur, quand des bandes d'hommes encaoutés, armés, défilent impunément devant des caméras complaisantes, apparaît difficilement compatible avec les devoirs de la charge d'un homme qui sait pourtant faire montre de caractère.

En Corse, on plastique tous les jours, au presbytère, on assassine froidement, et le pouvoir avance que, depuis deux ans, le calme est revenu...

En Corse, une infime minorité s'arroge le droit de parler au nom de la majorité, et le pouvoir la considère avec des égards qu'il refuse à ceux que la population a désignés pour les représenter.

En Corse, des séparatistes s'enrichissent, ne dénonçant que les spéculations pour mieux masquer leurs propres spéculations. Et le pouvoir n'ose pas ou ne veut pas leur demander des comptes, comme légitimement il les demande à d'autres, généralement choisis parmi ceux qui disent vouloir rester Français.

En Corse, les lois sont ostensiblement

violées, et le pouvoir se tait. En Corse, ceux qui se réclament du séparatisme reçoivent de l'Etat qu'ils outragent des subventions, des prêts, des allègements de dettes, tandis que les attendent ceux qui respectent les lois et les règlements de la République.

En Corse, on critique les clans, mais on rêve de les remplacer par des castes plus enclines à prendre qu'à donner.

En Corse, on pratique un racket baptisé «impôt révolutionnaire», on oblige les titulaires de marchés publics à verser une dîme à certains élus véreux. Et le pouvoir ne poursuit ni les uns ni les autres. Ses agents savent toutes ces turpitudes... Ils les ont signalées, mais aucun ordre n'est venu qui leur enjoigne de sévir. Découragés, ils se gardent de le dire, tant ils se sentent abandonnés.

En Corse, quelques roitelets, par l'odeur du fromage alléchés, réclament davantage d'autonomie sous couleur de mieux maîtriser la spécificité de l'île. Et le pouvoir écoute, lui qui sait pourtant que des usages locaux ont toujours coexisté en Corse avec la loi républicaine. Si bien que l'Etat n'a jamais été présent dans cette région comme il l'a été dans les autres.

Mais que prennent garde ceux qui s'appliquent consciemment ou inconsciemment, à noircir le ciel de l'île de Beauté?

Les temps sont proches où, revenus des profondeurs où les a provisoirement enfoncé la démission de l'Etat, l'honneur, le courage, la justice (authentiques spécificités corse) celles-là demanderont des comptes à ceux qui les auront trahis.

Christian Bonnet est maire de Cuneo, sénateur (RI) du Morbihan, et ancien ministre de l'Intérieur (1977-1981).

## Spirale meurtrière

Suite de la première page

C'est bien pourquoi, dans cette île où rien n'est jamais totalement sûr, les nationalistes, eux-mêmes suspects des pires compromissions, mettent en cause les forces les plus conservatrices de l'île, en demandant : à qui profite le crime?

Mais la dérive de la Corse va bien au-delà des soupçons croisés et des tentatives de récupération politique. Que les assassins soient ou non liés entre eux, il y a déjà longtemps que le mouvement a, comme tout le monde, le sentiment qu'on ne peut pas continuer à laisser les cadavres s'accumuler dans une région française.

A l'automne, le gouvernement paraissait déjà décidé à donner un coup de pied dans la fourmilière, dès lors que l'idée d'un nouveau statut était globalement acceptée. Il s'agissait de couper court à toute assimilation qui, dans l'opinion,

aurait fait rimer statut plus autonome avec anarchie. M. Joxe a envoyé sur l'île des renforts de CRS et d'enquêteurs pour retrouver les auteurs des assassinats récents, dont trois exécutions d'État en trois mois. Pour le moment, la détermination affichée par les pouvoirs publics n'a donné, apparemment, aucun résultat.

Certes, en Corse, plus que partout ailleurs en France, l'action policière est difficile. Pour caricaturer l'impression qui prévaut sur l'île, on pourrait dire que «tout le monde sait, sauf la police». En réalité, «tout le monde» ne sait pas. Police et justice se heurtent à la fois aux pressions, à la loi du silence envers les non-Corses, corollaire d'une solidarité entre Corses qui peut aller très loin. Tout cela débouche sur une apparence d'inaction ou d'impuissance, voire de démission.

Cette fois, pourtant, le cas de figure est un peu différent. D'abord,

## Les réactions

## L'opposition dénonce la «carence» du gouvernement

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, a condamné, lundi 31 décembre, l'assassinat du maire socialiste de Soveria (Haute-Corse), un «crime qui entache une nouvelle fois la Corse», et a assuré que «l'ensemble des moyens sont mis en œuvre pour identifier les criminels et les déjouer à la justice».

Pour le Parti socialiste, cet assassinat constitue un «crime inqualifiable». Le PS espère que la «justice saura châtier sans faiblesse [ses] auteurs». «Notre camarade est tombé victime d'assassins qui manifestent par là même leur mépris de la démocratie et leur haine de ses serviteurs», ajoute le PS.

M. Jean-Paul de Rocca Serra, président RPR de l'Assemblée régionale de Corse, s'est déclaré «outré et scandalisé». «Encore un maire qui a été assassiné. Cela nous donne une idée de la dégradation de la situation en Corse. Je crains que la situation ne se dégrade davantage si le gouvernement n'emploie pas les moyens qu'il faut pour assurer la protection des personnes et des biens. C'est le cri de la Corse depuis quelques semaines, depuis quelques mois.» M. François Giacobbi, président (MRG) du conseil général de Haute-Corse, sénateur de ce département, a affirmé que le ministre de l'Intérieur serait plus avisé de s'occuper de la

sécurité en Corse que de proposer un nouveau statut pour l'île.

M. Robert Pandraud, député RPR de Seine-Saint-Denis et ancien ministre délégué chargé de la sécurité dans le gouvernement Chirac de cohabitation, a indiqué qu'il «est urgent de voir enfin rétablir l'autorité de l'Etat, de la justice et de la police si l'on veut éviter de nouveaux massacres». «Les assassinats aussi répétés qu'impunis, le climat de violence et d'insécurité qui se développe en Corse, sont, hélas! le constat de carence de toute la politique gouvernementale envers la Corse», conclut M. Pandraud.

## EN BREF

Un trafic de cassettes pornographiques démantelé. - La brigade de recherches de la gendarmerie de Marseille vient de démanteler un réseau de trafic de cassettes pornographiques mettant en scène des enfants et des animaux. Vingt et une personnes ont été appréhendées et doivent être inculpées, indiquent-on lundi 31 décembre de source proche de l'enquête. C'est dans cette ville qu'il avait été installé le serveur télématique «36 15 Reso». Selon les enquêteurs, les «auteurs de fantasmes pédophiles, zoophiles et scatophiles» pouvaient de cette manière entrer en contact avec les vendeurs de cassettes. Connu sous le pseudonyme de «Star Vidéo», un médecin d'Eure-et-Loir, apparaissait comme l'un des animateurs de ce réseau. Parmi les personnes impliquées figurent le dirigeant d'une entreprise strasbourgeoise, l'adjoint au maire d'une petite commune du Val-de-Marne, un ténancier de sex-shop, un ouvrier spécialisé de la régie Renault, un agriculteur, un employé de voirie et un agent de compagnie d'assurances.

Une soixantaine de détenus manifestent en faveur d'un prisonnier à Vaires. - Une soixantaine de détenus de la maison d'arrêt de Vaires (Seine-et-Marne) ont refusé, dimanche 30 décembre, de regagner leur cellule afin d'obtenir qu'un prisonnier, condamné le 28 décembre à huit jours de quartier disciplinaire pour avoir menacé et insulté un surveillant, puisse passer la soirée du réveillon dans de meilleures conditions. Après une heure de négociations, les manifestants ont regagné leurs cellules. Selon l'administration pénitentiaire, les trois prisonniers qui se trouvaient au

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## Le nombre des tués sur les routes a diminué de près de 10 % en novembre

Il est trop tôt pour parler d'un renversement de tendance dans l'hécatombe routière, mais novembre 1990 est le troisième mois consécutif où les statistiques des accidents enregistrent une diminution du nombre des tués par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

On note, en effet, un recul de 9,9 % du nombre des tués, par rapport à novembre 1989, alors que celui des blessés diminue de 2,5 % et celui des accidents, de 3,8 %.

La campagne publicitaire, qui a précédé la réduction de la vitesse maximale en zone urbaine à 50 km/h et l'obligation du port de la ceinture de sécurité aux places arrière des véhicules - deux mesures applicables le 1<sup>er</sup> décembre -, a pu influencer sur le comportement des automobilistes. Pourtant, le nombre des tués de la route a peu de chances de tomber, en 1990, en dessous du seuil des dix mille morts puisque 9 506 victimes avaient été déjà recensées au cours des onze premiers mois de l'année (- 0,5 % par rapport à la même période de 1989).

En moyenne, une trentaine de personnes meurent chaque jour sur les routes françaises.

## ENVIRONNEMENT

## Des pluies abondantes en France font craindre des crues

Après la sécheresse de cet été, le trop-plein de précipitations importantes dans les prochains jours créeraient des «conditions potentielles de crues», indique le ministère de l'environnement dans un communiqué publié lundi 31 décembre.

La hausse des températures depuis Noël a entraîné une fonte importante des neiges, et les débits sont élevés sur les bassins de la Seine, de l'Aisne, de la Sambre, de la Meuse, de la Moselle, de la Sarre, de la Saône et de la Garonne. Quelques crues ont déjà été observées localement sur la Marne, la Meuse et la Saône.

A Paris, les voix sur berges pourraient être neutralisées si la montée des eaux de la Seine se poursuit, a indiqué, lundi 31 décembre, la préfecture de police, qui a demandé l'enlèvement des voitures stationnées au bord du fleuve.

## ÉDUCATION

Pour l'enseignement des sciences

## Vingt mille mots bretons sont à créer

Suite logique à la création d'écoles en langue bretonne, puis en 1988 d'un collège, la Bretagne devrait ouvrir bientôt un lycée. Dans cette perspective, les linguistes se sont attelés à une rude tâche : créer vingt mille mots afin de pouvoir enseigner les matières scientifiques en breton jusqu'à la terminale.

BREST

de notre correspondant

Depuis cinq ans, une commission dite de «néologie» travaille à la création de termes nouveaux. Son nom : *breizenn ar geriaouin*, ce qui signifie littéralement, commission affaires des mots. Elle est née du lancement par l'association Diwan (le germe) d'un collège en breton, en 1988, lequel est installé au Reloc Kerhuon, près de Brest, où une classe de troisième s'ouvrira l'an prochain. Toutes les matières étant enseignées en breton et notamment les sciences, il fallait répondre à de nouveaux besoins lexi-

caux. Dix groupes de travail ont été mis en place en mathématiques, physique, informatique, arts, sports, etc., regroupant des enseignants, des chercheurs, des ingénieurs, en tout, vingt personnes. Elles procèdent à un inventaire des besoins, répertorient l'ensemble des travaux dans ce domaine et apportent des propositions qui sont ensuite débattues et adoptées en réunion plénière.



Cette commission n'est pas partie tout à fait de zéro. «Il existe une tradition scientifique en breton», souligne son président, Lukiann Kergoat, directeur du département de breton et celte à l'université de Rennes-II. Le plus ancien texte breton qu'on possède date de 780. Et c'est un traité de

médecine. Plus récemment, plusieurs travaux ont été publiés, comme un traité de géométrie en 1930, des cours de mathématiques par correspondance, un lexique de maths et divers articles.

De bactérie à subarctique en passant par dioxyde, géométrie, gymnase,

isobar, plongée à pic, potentiomètre, etc., les nouveaux champs lexicaux de la langue bretonne sont immenses. Les linguistes s'aident des quatre langues les plus utilisées dans le domaine scientifique : l'allemand, l'anglais, le français, le russe. Et ils ont toujours un œil sur le gallois qui a une longueur d'avance quant à la normalisation du langage scientifique.

Les membres de la commission s'attachent d'abord à retenir les termes consacrés par l'usage. Ils tiennent compte ensuite des racines internationales qu'ils «bretonnissent». Et si celles-ci n'existent pas, les mots sont alors créés. Dans ce cas, le choix du gallois reste la référence. Mais, indique Lukiann Kergoat, «la commission s'est démarquée des tendances ultra-nationalistes, qui consistent à vouloir tout traduire en breton, alors que le langage scientifique est international». Six lexiques sont actuellement sortis : analyse littéraire et grammairie, physique, mathématiques, biologie, sport, histoire et géographie. Deux autres vont être bientôt publiés : informatique et arts. Soit en gros dix mille termes, dont la moitié issue de la création pure. La lexicographie doit précéder toute nouvelle étape dans l'enseignement des écoles Diwan. Le collège ne s'est ouvert que lorsque les linguistes ont été prêts sur le plan du vocabulaire. Il faudra normaliser vingt mille mots supplémentaires avant d'ouvrir un lycée.

GABRIEL SIMON

quartier disciplinaire, le 30 décembre, devaient retrouver le 31 décembre dans l'après-midi des conditions normales de détention, «une mesure traditionnelle pour le nouvel an lorsque les délits ne sont pas trop graves».

Assassinat d'un fonctionnaire à Rennes. - Chef de bureau au secrétariat général de l'administration de la police (SGAP) de la préfecture de Rennes, M. Jean-Marie Lait, quarante ans, a été tué d'une balle de 22 long rifle alors qu'il dinait chez sa compagne vendredi 28 décembre dans un pavillon du Rheu (Ille-et-Vilaine). Selon les premières constatations policières, l'assassin aurait visé à partir du jardin de la maison. Le projectile a traversé la vitre d'une porte-fenêtre, puis l'entrebaillonné d'une porte pour atteindre M. Jean-Marie Lait dans le dos. Les enquêteurs du SRP de Rennes n'excluent pour l'instant aucune piste, même s'ils semblent s'intéresser de près à la «vie familiale agitée» de la victime et à la grande habileté de l'assassin, soupçonné d'être un habitué des centres d'entraînement au tir.

La mort de la vice-doyenne des Français. - M<sup>lle</sup> Mathilde Gauthier, vice-doyenne des Français, est morte, dimanche 30 décembre, à l'Hôtel-Dieu de Castres (Tarn), dans sa cent douzième année. Célébataire et sans famille proche, elle avait travaillé comme lingère jusqu'à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, sans boire ni fumer. La doyenne des Français reste M<sup>lle</sup> Jeanne Calment, une Arlésienne de cent quatre-vingt ans, et le doyen un Polynésien de cent dix-sept ans, M. Ténardier Taaroa.



## CULTURE

## ARTS

## La France s'expose à Varsovie

Un art français aux antipodes de l'expressionnisme polonais des années 80

## VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Ils attendaient Combas, Garouste, Alberola. Ils découvrent Verjux, Rutault, Morellet : un électrochoc artistique pour les visiteurs de « la France aujourd'hui », au Musée national de Varsovie. En 1986, déjà, l'exposition « Paris en quatre temps », présentée au Palais des arts Zachęta, avait troublé le public polonais. Commentant quatre états de la création française (en 1913, 1925, 1947 et 1972), le critique Jean Clair lisait dans les œuvres les plus récentes l'ultime crise de la modernité. L'art ne semblait plus capable de régénérer une identité nationale. Ce nouveau regard sur la production des artistes en France est plus déstabilisant encore : il montre des travaux aux antipodes de la figuration expressionniste ou symboliste qui fait florès dans les ateliers de Pologne.

L'exposition « La France aujourd'hui » (1) a été inaugurée une semaine après l'élection de Lech Wałęsa, et au lendemain des funérailles de Tadeusz Kantor. Double symbole d'entrée dans une ère nouvelle pour les artistes polonais : les références officielles et marginales s'effondrent simultanément, alors que chacun se sent tirillé entre l'appel de l'Ouest et la volonté d'exprimer sa « polonité ». Par quel art nouveau dépasser cette contradiction ?

Serge Lemoine, conservateur en chef du Musée de Grenoble, a été chargé par le Ministère de la culture polonais et l'Association française d'action artistique de proposer une réponse. Il l'a fait en refusant l'éclectisme et l'échantillonnage, avec son goût de l'acces, son intérêt pour le radicalisme, sa méfiance devant les avatars de la figuration. Son choix tient en douze noms : Baqué, Boltanski, Bourdieu, Friedmann, Lavier, Messager, Morellet, Raynaud, Rutault,

Soulages, Toroni, Verjux. Pour chaque artiste, deux ou trois œuvres fortes, une seule parfois, dans une salle où elle peut être mise en valeur.

Cette sélection n'exclut certes pas les oppositions d'humours, de pratiques, de philosophies. La peinture puissamment matérielle de Pierre Soulages, l'aine des artistes choisis, s'oppose aux projections lumineuses du plus jeune, Michel Verjux, éclairagiste du vide. Des œuvres admettant l'émotion, comme l'installation de Boltanski (dans l'esprit de ses *Leçons de ténèbres*), sont confrontées aux travaux de puristes : Claude Rutault, Miele Toroni ou Marie Bourget. L'abandon succède à la retenue, un « concept » de Bertrand Lavier à un autoportrait sensuel d'Annette Messager. Mais la mise en scène magistrale de l'exposition réalise une unité à partir des écarts de sensibilité : quelque chose comme la « forme pure » dans laquelle Witkiewicz rêvait de fonder la multiplicité des manifestations visuelles.

## La plus impressionnante des « vanités »

Certaines pièces sont empruntées à des collections publiques, comme la machine poétique de Richard Baqué, *Autrefois il prenait le train pour traverser son inquiétude en latitude*, acquise par le Musée national d'art moderne de Paris. D'autres sont montrées pour la première fois. C'est le cas de l'œuvre de Jean-Pierre Raynaud qui achève le parcours : une série de négatoscopes fixés sur supports carrés de dimension croissante, qui font apparaître, par fragments, le squelette de l'artiste révélé par les rayons X. L'exposition se clôt ainsi sur la plus impressionnante des « vanités » : Jean-Pierre Raynaud inscrit son art dans la tradition tout en allant plus loin dans son dialogue avec la mort.

Le public polonais pourrait percevoir, dans ces *Négatoscopes*, un écho des études de squelettes du peintre Władysław Podkowiński, contemporain de l'impressionnisme, exposées dans une salle voisine du Musée national de Varsovie. Il lui sera plus difficile, sans doute, de relier l'autel funéraire de Boltanski – bouleversant malgré le quasi-minimalisme d'un empilement de boîtes à biscuits éclairées par des lampes de bureau – à cet étonnant tableau, presque abstrait, du même Podkowiński : un halo blanchâtre sur fond noir illustrant la *Marche funèbre* de Chopin. Et du temps passera, sans doute, avant que soit ressenti par le grand public polonais ce qu'il y a de romantisme dans les conceptions de matières naturelles d'une Gloria Friedmann : un « tondo » de terre sèche ou un bloc de bois calciné.

Serge Lemoine aurait voulu faire une référence explicite à l'art polonais : Claude Rutault devait « légender », par un cartel de même couleur, un monochrome datant des années 20 du peintre uniste Władysław Strzemiński. Malheureusement, l'œuvre de Strzemiński n'a pu revenir à temps d'une exposition à l'étranger. Claude Rutault a été content, comme il en a l'habitude, de répéter la monochromie des murs. En gris pâle sur gris pâle. L'avenir dira si les artistes polonais veulent réentendre cette leçon d'avant-garde.

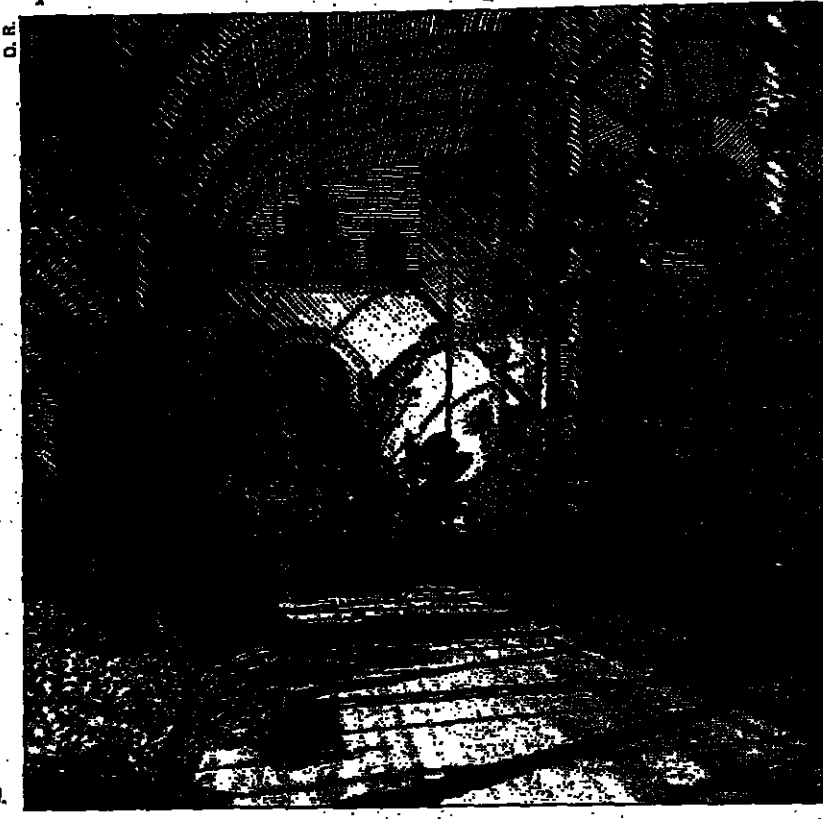
BERNADETTE BOST

(1) Le catalogue de l'exposition, qui comporte une traduction française des textes, ne se contente pas de présenter le travail des artistes sélectionnés. On y trouve des informations sur l'enseignement de l'art contemporain, sur le « marché », et sur les liens des artistes avec les institutions.

Jusqu'au 25 février au Musée national de Varsovie. L'exposition sera ensuite recomposée, en intégrant quelques pièces supplémentaires, au Musée national de Cracovie.

## Les aventuriers du paradis perdu

Les jardins sont, de nouveau, à l'ordre du jour. Un ouvrage retrace le travail des professionnels qui réinventent ces morceaux de paradis



L'Unbraculo de Barcelone, construit au début du siècle dans le parc de la ciutatella. Il ne s'agit pas d'une serre mais d'un abri où l'air peut entrer. (Extraits de « Parcs et jardins contemporains », de Jean-Paul Piguet).

Les paillonnages post-corbustiens déposés au pied des cités sans âmes, ont fait long feu, du moins sur le papier. La mode n'est plus à la « bouillie chlorophyllienne », pelouses épuisées piquetées de quelques marges arbustes. On assiste à un retour en force du jardin « architecturé ». C'est-à-dire du jardin tout court.

Savants ou instinctifs, les praticiens proposent aujourd'hui toute une gamme de solutions à leurs commanditaires, publics et privés. Jardins néo-rustiques pour ajouter le goût à la vue et à l'odorat ; jardins pour philosophes, aux idées parfois moutées en graine ; jardins exotiques pour garantir la transparence des bâtiments en vogue du côté de l'Elysée ; jardins « biologiques » qui associent les hasards naturels, le cycle des saisons et la rigueur du botaniste ; jardins de charme où règne l'éclectisme ; jardins minimalistes, néo-zen, post-modernes, tout est possible.

L'intérêt du livre de Jean-Paul Piguet, *Parcs et jardins contemporains*, est justement de faire le point, de mettre un peu d'ordre dans ce secteur de la création encore mal connu. On y retrouve tous les noms révéchés par l'actualité – souvent des professionnels chevronnés, Jacques Wirtz, Pascal Cribier et Louis Benich, choisis pour réviser les Tulleries, Gilles Cédant, qui travaille avec Alain Provost au futur parc Citroën, qui de Javel, Michel Comjoud, qui signera celui de Bercy, Bernard Tschumi, l'auteur du parc néo-constructiviste de La Villette, Jacques Sgard, qui a réussi un tour de force, à Nanterre, dans un environnement particulièrement ingrat, ou Alexandre Chemsoff, qui ne jure que par le bambou.

Jean-Paul Piguet accorde aussi une large place aux jardiniers étrangers : que ce soit le Hollandais Louis-Guilhem Le Roy, un pionnier du jardin « sauvage », le Mexicain Luis Barragán, père de la tradition arabo-andalouse, le Britannique Russell Page et l'Italien Pietro Portinari – tous deux récemment décédés, – qui ont voulu concilier l'Angleterre et l'Italie, ou les Espagnols Torres et Martínez Lapena, deux architectes à qui la municipalité

de Barcelone a confié l'extension de la Villa Cecilia.

Mais Jean-Paul Piguet élargit son propos : « Les parcs et les jardins contemporains décrits ici sont des sortes de prototypes. Ils sont aussi le laboratoire d'ensembles plus vastes : les paysages. » Ce n'est pas un paradoxe. Après les friches industrielles, les sociétés développées vont sans

doute découvrir les friches agricoles, qu'il faudra bien traiter d'une manière ou d'une autre. A quel ressemblance demain le paysage français ? C'est peut-être les jardiniers qui donneront la réponse.

EMMANUEL DE ROUX

Parcs et jardins contemporains, de Jean-Paul Piguet, La Maison rustique, 176 pages, 350 F.

## CINÉMA

## Louis Delluc aurait cent ans

Pour célébrer le centenaire du cinéaste également essayiste et critique l'intégrale de ses écrits

Né à Cadouin en Dordogne, le 14 octobre 1890, mort à Paris le 22 mars 1924 emporté par une tuberculose, Louis Delluc, cinéaste, n'a tourné que sept films que l'on peut rarement voir. Il a pourtant joué un rôle important en France dans les années 20, en imposant face au style narratif feuilletonnesque alors très prisé, le pouvoir « impressionniste » de l'image, l'esthétique. Il a participé à cette avant-garde où l'on trouve Abel Gance, Marcel L'Herbier, Jean Epstein, Germaine Dulac.

Mais Louis Delluc était aussi – surtout – romancier, essayiste, poète et critique. Théâtral d'abord, puis cinématographique dès 1917 dans *l'Échec du cinéma* (à l'époque le plus cher, le plus luxueux et le plus complet) puis au quotidien *Paris-Midi* à partir de 1918. En 1921, il fonde et anime *Cinéma*, la première revue d'esthétique, à partir de laquelle il ébauche l'action des cinéastes.

Les principaux articles de Louis Delluc sont parus de son temps, en volumes. En 1985, les éditions de la

Cinémathèque française entreprennent la publication des étonnantes *Œuvres cinématographiques*. Deux gros tomes sont parus à la fin de 1986. La suite arrive maintenant, car à l'occasion du centenaire de Louis Delluc, les éditions des Cahiers du cinéma se sont associées à la Cinémathèque. Cette intégrale est établie et présentée par Pierre Lherminier.

Le tome II/2 regroupe les critiques parues dans *Paris-Midi* (1919-1922) – certaines très courtes, toutes subjectives, et toutes s'interrogeant sur les rapports du film et du public, – plus quelques textes de réflexion sur la photographie, le cinéma art populaire, les cinéastes à Paris.

Le tome III est le quatrième volume, encore plus passionnant puisqu'on y trouve les scénarios et projets des films de Louis Delluc, l'application, la « destination », comme l'écrivait Pierre Lherminier, des théories et des idées sur le cinéma. Les *Œuvres cinématographiques* – terme employé par l'avant-garde, – réalisées ou non, rassemblent donc celles qu'il a conçues. La lecture ne s'adresse pas seulement aux érudits. Il suffit d'être curieux de l'histoire du cinéma pour y trouver son compte. Comme dans ses articles, Louis Delluc écrit avec intelligence, clarté, sensibilité. Sa clairvoyance dépasse son époque. Il a pressenti la « modernité » à venir, alors que le parlant n'existait même pas.

Louis Delluc a donné à la critique française ses lettres de noblesse. En fondant un prix qui porte son nom, les critiques de 1936 ont perpétué sa mémoire. Le Prix existe toujours, on le sait. Son jury a participé au centenaire en décembre le 15 décembre, outre la récompense habituelle au « meilleur film de l'année », un « Delluc des Dellucs » qui est allé aux *Vacances de Monsieur Huit*, de Jacques Tati, distingué en 1933.

JACQUES SICUIER

Édition intégrale des *Œuvres cinématographiques* : tome I, le *Cinéma et les cinéastes* (Cinémathèque française, 350 p., 180 F.). Tome II/1 *Cinéma et Cie* (Cinémathèque française, 448 p., 225 F.). Tome II/2, le *Cinéma au quotidien* (Cinémathèque française-Cahiers du cinéma, 320 p., 195 F.). Tome III, *Dramas de cinéma* (Cinémathèque française-Cahiers du cinéma, 340 p., 195 F.).

## Le prix de l'art libre

## VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

Que va devenir la galerie Foksal ? Pendant un quart de siècle, Władysław Borowski a fait de deux pièces minuscules, au rez-de-chaussée de la Maison des architectes, le principal lieu de fermentation artistique de Varsovie. Tadeusz Kantor a réalisé là, en 1965, son premier *Happening-Cricotage*. La plus grande partie des archives de la galerie, pieusement conservées dans des boîtes de bois, est d'ailleurs consacrée à son travail.

Par la suite, Władysław Borowski a présenté les artistes polonais les plus aventureux, souvent proches des conceptuels et des minimalistes américains, comme Royden Rabinowitch et Mikolaj Smoczyński. Parallèlement, il montrait le travail de Buren et Boltanski, de Gilbert et George et de Flanagan (en ce moment, de Lawrence Weiner). Autant d'expositions sans vente : la petite galerie jouait le rôle d'une Kunsthalle. Mais peu importait l'absence de bénéfices commerciaux : cette structure alternative, quoique tout juste tolérée par le gouvernement, était hébergée gratuitement.

Aujourd'hui, la Maison des architectes demande un loyer à son directeur, Władysław Borowski cherche des aides privées en espérant pouvoir présenter un jour prochain, grâce à des dons d'artistes, une collection d'art international comparable à celle du Musée de Lodz.

Il n'envisage pas d'y montrer, en tout cas, les artistes polonais « indépendants » actuellement accueillis par la Zachęta, ce Palais des arts de Varsovie qui fut longtemps le temple de l'art officiel. Là, le peintre Tadeusz Boruta a réuni les œuvres de quarante-deux artistes contraints d'exposer dans les églises au cours de la dernière décennie. Leur art opte résolument pour la figuration (parfois libre, souvent narrative), avec de l'hyperrealisme et du néo-expressionnisme.

Certains de ces artistes ont du souffle, comme Jacek Ziemiński, dont les paysages rappellent ceux du Berlinois Bernd Koberling, ou Grzegorz Bednarski, compagnon du Théâtre Stu, dont un immense jardin des supplices évoque Jörg Immendorff. Mais le trait le plus

frappant est l'expression allégorique des angoisses et des espoirs polonais, à travers des citations de l'histoire sainte : un *Ecce homo* sur fond de HLM chez Boruta, une Vierge dans un paysage urbain ravagé chez Lukask Korolkiewicz, un *Golgotha* chez Jan Dobkowski, le seul peintre du groupe intéressé par l'abstraction.

Le titre de l'exposition paraphrase Hölderlin : « A quoi bon des artistes en un temps de médiocrité ? » Les œuvres, elles, parlent plutôt d'un temps de déréliction.

Cet art, très national en dépit des références aux mouvements occidentaux, va-il devenir objet de spéculation pour les marchands qui regardent aujourd'hui vers l'Est ? Certains artistes polonais le souhaitent, qui déjà présentent (en appartement) des œuvres cotées en dollars après passage par une galerie allemande ou suédoise. Ceux qui n'ont pas la possibilité de s'exporter redoutent l'avenir : le libéralisme économique signifie concrètement, pour beaucoup, la perte des ateliers gratuits, salaires et autres avantages acquis de l'ancien régime.

B. B.

## DANSE

## Des raisons d'espérer

Le Café de la danse a été mis en liquidation judiciaire le 15 novembre 1990 par M. Gérard Ayache, juge au tribunal de commerce (le *Monde* du 20 novembre). Catherine Atlani et Marie-Pierre de Porta, ordonnées et animatrices du lieu, espéraient pourtant trouver une solution. Des discussions se sont engagées avec le ministère de la culture, la Ville de Paris et la direction régionale des affaires culturelles. Le 10 décembre, Bernard Faivre d'Arclat, directeur du théâtre, se rendait sur place pour suivre le dossier :

« Quand il y a une liquidation judiciaire, a-t-il déclaré, il y a obligation de fermer et de respecter le délai de viduité. Si le Café de la danse restait ouvert, il faudrait répondre

du passif de 4,9 millions de francs, et il n'en est pas question. Quand on est déclaré failli, on ne peut plus signer de chèques pendant cinq ans. Catherine Atlani et Marie-Pierre de Porta ne peuvent donc plus assurer juridiquement la direction de l'établissement. Nous discutons avec elles pour mettre en place une nouvelle structure, trouver un accord financier entre l'Etat, la Ville de Paris et la région Île-de-France. Il faudra nous mettre d'accord sur le nom d'un responsable, et former un comité de surveillance.

Beaucoup d'erreurs de gestion ont été commises. Par exemple, les directrices ont emprunté personnellement 3 millions de francs pour des travaux, tâche qui revient

au propriétaire. On n'insistera jamais assez sur la nécessité d'administrateurs culturels compétents.

Le Café de la danse est une entreprise sympathique. On a besoin de ces lieux alternatifs et qui milient différentes disciplines, on a besoin de l'énergie d'une Catherine Atlani. Il n'est pas question de la déposséder d'un espace qu'elle a créé. Mais nous allons ensemble définir une politique artistique. Ce lieu pourrait accueillir pendant deux mois la programmation du Théâtre contemporain de la danse, cette collaboration a d'ailleurs déjà commencé. Mais il faut aussi accueillir des artistes plus confirmés qui déplacent un public.

Propos recueillis par DOMINIQUE FRETARD



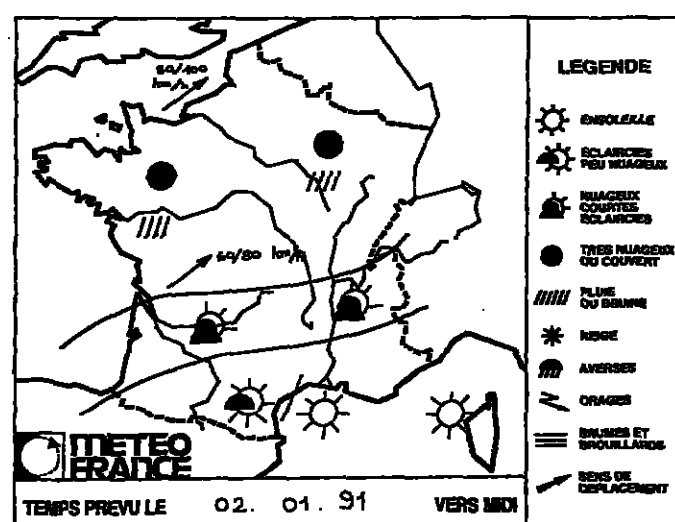
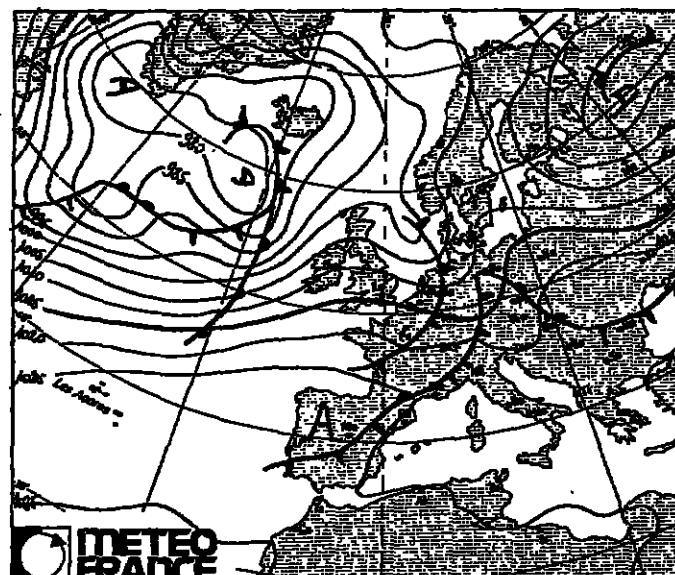




## AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mercredi 2 janvier  
Soleil au Sud. Pluies et vent ailleurs

SITUATION LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1990 A 0 HEURE TU

Jeudi 3 janvier : pluie et douceur.

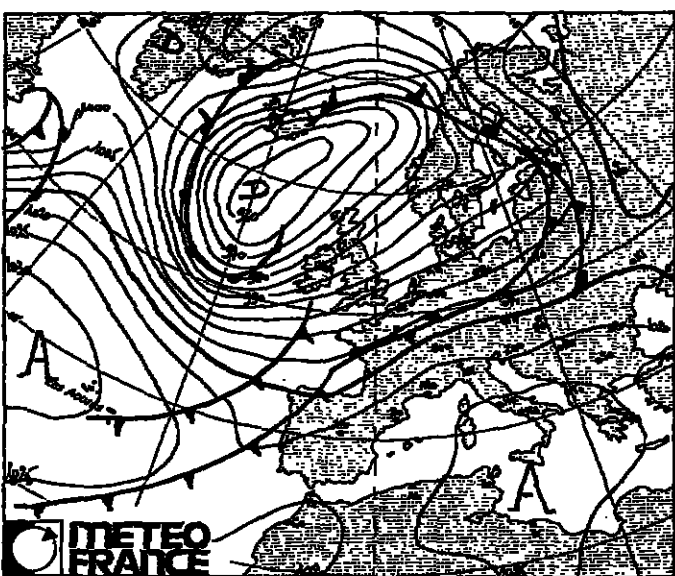
Un temps gris et humide sera bien installé sur tout le pays dès le matin. Des brumes ou des pluies persistantes n'épargneront que les régions pyrénéennes et méditerranéennes. En revanche, de la Bretagne au Nord, les pluies seront fortes. Elles seront en outre aggravées par un fort vent de sud-ouest soufflant jusqu'à 80 km/h en rafales sur la Bretagne et le Cotentin et sur la Manche.

En cours d'après-midi, ces pluies

atteindront le Poitou-Charentes et le Bassin parisien. Sur le Nord-Ouest, le temps deviendra plus variable avec des averses parfois fortes. De la grille est possible près des côtes, et le vent fort se maintiendra.

Les températures, particulièrement douces pour la saison, seront comprises, le matin, entre 7 et 11 degrés sur la moitié Ouest, entre 4 et 9 degrés du Nord-Est à la Méditerranée. L'après-midi, elles seront comprises entre 10 et 13 degrés, atteignant 16 degrés dans le Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 3 JANVIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé  
Valeurs horaires relevées entre le 31-12-90 à 8 heures TU et le 1-01-91 à 8 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES	21	7	D
ALGER	13	11	11	11	11
BARCELONE	13	11	11	11	11
BORDAUX	13	11	11	11	11
BRESCIA	13	11	11	11	11
CAS	13	11	11	11	11
CHERBOURG	13	11	11	11	11
CLERMONT-FERRAND	13	11	11	11	11
DIJON	13	11	11	11	11
GRENOBLE	13	11	11	11	11
LILLE	13	11	11	11	11
LYON	13	11	11	11	11
MAURILLAN	13	11	11	11	11
NANTES	13	11	11	11	11
NICE	13	11	11	11	11
PARIS-MONTY	13	11	11	11	11
PERPIGNAN	13	11	11	11	11
RENNES	13	11	11	11	11
STRASBOURG	13	11	11	11	11

A B C D N O P T  
averse brume ciel couvert neige orage pluie tempête neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◯ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manger ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 1<sup>er</sup> janvier

## TF 1

- 20.40 Cinéma : Le coup du parapluie. ■  
Film français de Gérard Oury (1980). Avec Pierre Richard, Gert Fröbe.  
22.20 Magazine : Ciel, mon mardi !  
0.05 Journal et Météo.  
0.25 Série : Ray Bradbury présente...  
0.50 Série : Côté cœur.

## A 2

- 20.45 Cinéma : Bons baisers de Russie. ■■  
Film britannique de Terence Young (1963). Avec Sean Connery, Daniel Blane, Pedro Armendariz.



- 22.40 Variétés : Tina Turner en concert. Enregistré à Barcelone.  
23.50 Journal et Météo.  
0.10 Documentaire : Un radeau sur la forêt.

## FR 3

- 20.40 ► Téléfilm : L'enfant des loups. De Philippe Monnier.

## CANAL PLUS

- 20.30 Cinéma : Mosquito coast. ■  
Film américain de Peter Weir (1988). Avec Harrison Ford, Helen Mirren, River Phoenix.  
22.20 Flash d'informations.  
22.30 Cinéma : Vanille fraise. ■■  
Film français de Gérard Oury (1989). Avec Pierre Arditi, Sabine Azéma, Issach de Bankolé.  
0.10 Cinéma : L'été du futur. ■  
Film américain de Michael Crichton (1984). Avec Tom Selleck, Cynthia Rhodes, Gene Simmons.

## LA 5

- 20.40 Cinéma : Explorers. ■  
Film américain de Joe Dante (1985). Avec Ethan Hawke, River Phoenix, Jason Presson.  
22.40 Opéra-rock : Starmania. De Michel Berger et Luc Plamondon, avec Sabrina Lory, Wenta, Renaud Henderson, Maurane, Martine Saint-Clair, Luc Laffont, Norman et Richard Groulx.  
0.40 Journal de minuit.

## M 6

- 20.35 Téléfilm : Permission de minuit. De Anson Williams, avec Tempest Bledsoe, Clifton Davis.  
Un père très inquiet.

## Mercredi 2 janvier

## TF 1

- 13.35 Téléfilm : Alerte à Malibu.  
15.10 Club Dorothée Noël.  
17.35 Chéris.  
17.40 Série : Starsky et Hutch.  
18.30 Jeu : Une famille en or.  
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.25 Jeu : La roue de la fortune.  
19.50 Divers : Les fêtes, les fêtes !  
19.55 Tirage de Loto.  
20.00 Journal, Tapas vert et Météo.  
20.45 Variétés : Sacré soirée.  
22.35 Documentaire : Spécial Cirque de Moscou sur glace.  
23.40 Météo et Bourse.

## A 2

- 13.00 Journal et Météo.  
13.40 Téléfilm : Deux amies d'enfance. De Nina Companeez (1<sup>re</sup> partie).  
15.15 La planète des animaux. Chasseur de plume.  
16.20 Série : Zorro.  
16.45 Série : Fleur bleue.  
17.45 Magazine : Giga.  
18.50 Feuilleton : Un château au soleil (3<sup>e</sup> épisode, redif.).  
19.45 Le petit prince. Le roman d'Antoine de Saint-Exupéry raconté par Richard Bohringer.  
20.00 Journal et Météo.  
20.45 Téléfilm : Fantôme sur l'oreiller. De Pierre Mondy.  
22.20 Magazine : Étoiles.  
23.50 Journal et Météo.

## FR 3

- 14.00 Documentaire : Les routes du rythme. De Howard Drach et Eugene Rosow (1<sup>re</sup> partie).  
15.00 Cinéma : L'étoile du Sud. ■  
Film franco-britannique de Sidney Haynes (1958).  
16.45 Dessin animé.  
16.50 Jeu : L'oeuf de Colomb.  
17.30 Dessin animé.  
17.40 Série : Pas de répit sur planète Terre. De Walt Disney. Toucher les étoiles.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.  
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.  
20.10 Jeux : La classe.  
20.40 Magazine : La marche du siècle. Les prisons : les barreaux de l'angoisse. Reportage : Brûlé de caude, de Michel Tournier : Invidie : Charles Baur (Procureur d'une vie), Bruno Gravier, psychiatre, Mireille Imbert-Quaranta, sous-directeur de l'administration pénitentiaire, Dominique Papou, journaliste, Gérard Perraudin, directeur du centre pénitentiaire de Clairvaux-sur-Aube, Roger Salomé, détenu.  
22.20 Journal.  
22.40 Magazine : Faut pas rêver. Pologne : Couleur ambrée : Allemagne : Baden-Baden le refuge : Finlande : L'or Japon.  
23.35 Concert : Adamo au Casino de Paris.  
0.40 Musique : Carnet de notes.

## CANAL PLUS

- 15.05 Documentaire : Les allumés... L'homme aux lions.  
15.35 Téléfilm : L'homme au double visage. De Claude Guillemin.  
17.00 Lea Nuls... l'émission (redif.).  
18.00 Canaille peluche.  
En clair jusqu'à 21.00.  
18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dan.  
18.45 Les fables géométriques. La rat des villes et le rat des champs.  
18.50 Top albums. Présenté par Marc Tosca.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.  
20.30 Cinéma dans les salles.  
21.00 Cinéma : Paléontologie cash. ■  
Film américain de John Frankenheimer (1986).  
22.45 Flash d'informations.  
22.50 Cinéma : Cinema Paradiso. ■■  
Film franco-italien de Giuseppe Tornatore (1989) (v.o.).

## L'homme au double visage.

- De Claude Guillemin.  
17.00 Lea Nuls... l'émission (redif.).  
18.00 Canaille peluche.

## En clair jusqu'à 21.00

- 18.30 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dan.  
18.45 Les fables géométriques. La rat des villes et le rat des champs.  
18.50 Top albums. Présenté par Marc Tosca.  
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.  
20.30 Cinéma dans les salles.  
21.00 Cinéma : Paléontologie cash. ■  
Film américain de John Frankenheimer (1986).  
22.45 Flash d'informations.  
22.50 Cinéma : Cinema Paradiso. ■■  
Film franco-italien de Giuseppe Tornatore (1989) (v.o.).

## LA 5

- 15.10 Série : K 2000.  
16.10 Dessins animés.  
16.30 Série : Happy days.  
18.30 Série : Arnold et Willy.  
19.30 Série : Tel père, tel fils.  
20.00 Journal.  
20.35 Drôles d'histoires.  
20.40 Histoires vraies. Un autre monde, téléfilm de Larry Elkann.  
22.25 Débat : Vivre en communauté.  
23.30 Rallye : Paris-Dakar. Résumé de l'épisode du jour.  
0.00 Journal de minuit.

## M 6

- 14.50 Téléfilm : Un cœur de champion. De Richard Michaels.  
16.30 Série : Vegas.  
17.15 Série : Père et impairs.  
17.40 Jeu : Zygomusic.  
18.05 Six minutes d'informations.  
18.15 Téléfilm : Opération fox fire. De Corey Allen.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.30 Série : Madame est servie.  
20.35 Téléfilm : L'homme à abattre. De Noël Black.  
22.10 Série : Brigade de nuit. De Charles Villeneuve et M. Soulez-Lavièvre.  
23.00 Magazine : La glorie et la balance. De Charles Villeneuve et M. Soulez-Lavièvre.  
L'affaire Lionel Legras.  
0.00 Six minutes d'informations.

- 22.15 Téléfilm : La mort sous contrat. De Dominio Isma, avec Jeff Weston, Eve Hudson.  
23.40 Musique : Boulevard rock'and hard.  
2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 21.00 Magazine : Mégamix. De Martin Maissonnier.  
22.00 Magazine : Dynamo spécial.  
22.30 Chronique : Le dessous des cartes.  
22.35 Cinéma : De père en fils. ■■  
Film italien de Vittorio et Alessandro Gassman (1982).

## FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Soirée exceptionnelle Juliette Gréco. Les nuits magnétiques. En bien, dansons maintenant !  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Code. Eros noir.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.00 Opéra (donné le 10 août lors du Festival de Salzbourg) : Don Juan, opéra en deux actes K 527, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, le Böhmischer, der Österreichischen Bundesoper, le Chœur du Staatsoper de Vienne, dir. Riccardo Muti ; sol. : Samuel Ramey, baryton, Dimitri Kavalos, basse, Edita Gruberova, soprano, Frank Lopardo, ténor, Carol Vaness, soprano, Ferruccio Furlanetto, Natale de Carolis, basses, Susanne Mentzer, soprano.  
23.15 Poussières d'étoiles. La vie de Jean Wiener : à 23.57, Création : Upl, de Justine Olsson.

- 0.05 Magazine : Dazibao.  
2.00 Rediffusions.

## LA SEPT

- 14.45 Magazine : Mégamix.  
15.45 Documentaires : Forest of bliss. De Robert Gernert.  
17.10 Cinéma d'animation : Images.  
17.15 Cinéma : Fitzcarraldo. ■■  
Film allemand de Werner Herzog (1982).  
19.55 Chronique : Le dessous des cartes.  
20.00 Série : Un siècle de chansons (2). De Claude Fleuret.  
21.00 Documentaire : Hommage à Segundo de Chomón. De Juan-Gabriel Thierrens.  
22.30 Chronique : Le dessous des cartes.  
22.35 Documentaire : Image par image (à la mesure). De Rejan Jegenhen, Mari-ko Suzuki, Jean Douchet.  
23.15 Cinéma : M le maudit. ■■  
Film allemand de Fritz Lang (1931).

## FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le rythme et la raison. Offenbach. 4. Le passage des princes.  
20.30 Tire ta langue. Fragments d'une sémantique amoureuse.  
21.30 Communauté des radios publiques de langue française.  
22.40 Les nuits magnétiques. En bien, dansons maintenant !  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Code. Eros noir.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 8 septembre lors des Semaines musicales d'Ascona) : La fête enchantée, ouverture en mi bémol majeur K 620, de Mozart ; Concerto pour piano et orchestre en sol mineur op. 33, de Dvorak ; Tarsis Bulba, répertoire pour orchestre, de Janáček ; par l'Orchestre philharmonique tchèque, dir. Jiri Belchietek ; sol. : Gerrick Olsson, piano.  
23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER  
« ZAPPING »  
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

LE PLAISIR DE SORTIR,  
MODE D'EMPLOI

**Le Monde**  
ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI  
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)



## LÉGION D'HONNEUR

**Charles Trenet, Pierre Arpaillange  
Edith Cresson... ou les promus de l'an neuf**

Parmi les personnalités promues au plus haut grade de la Légion d'honneur, élevée nouvel an 1991, figurent MM. Bernard Chenot, vice-président honoraire du Conseil d'Etat (grand-croix), Pierre Arpaillange, ancien garde des sceaux, Pierre Lefranc, vice-président de l'Institut Charles de Gaulle et Paul Legatte, le médiateur, tous trois promus grand officier.

Sont également à l'honneur, comme commandeur : l'ancien résistant M. Maurice Kriegel-Valrimont, M. Yvette Chassagne, président de la prévention routière, M. René Remond, président de la fondation nationale des sciences politiques, M. Théo Breaux, ancien ministre délégué chargé des personnes âgées, M. François de Gros-souvre, ancien conseiller à l'Elysée, ainsi que l'écrivain M. Hervé Bazin et le flûtiste M. Jean-Pierre Rampal.

Ont été nommés officier : M. Charles Trenet, M. Jean-Christophe Averty, l'écrivain M. Pierre Boule, le compositeur M. Iannis Xenakis, la photographe M. Gisèle Freund, l'évêque de Nancy et de Toul, Mgr Jean Bernard, le directeur central des polices urbaines, M. Robert Broussard, et M. Eliane Victor, journaliste.

Sont faits chevalier : M. Edith Cresson (au titre du ministère de l'Intérieur), le délégué aux rapatriés, M. Maurice Benassayag, M. Lydie Dupuy, ancien député du Gers et belle-mère de M. Jean-Christophe Mitterrand, M. Jacques Fournet, directeur de la DST, l'avocat, M. Jean-Jacques de Bédaride, l'historien, M. François Bédaride, le directeur des programmes de la Sept, M. André Harris, M. Charles Lambroschini, journaliste au Figaro, M. Albert Ducrocq, journaliste à Europe 1, M. Annette Bénéteau, PDG des chantiers navals, les anciens champions sportifs M. Maryvonne

Dupuyre et M. Michel Bernard, ainsi que M. Claudie Josland, capitaine de l'équipe de France de fleurs.

Au titre du ministère de la culture, deviennent également chevalier : l'écrivain Jean-Marie Le Clézio, le metteur en scène Marcel Maréchal, l'éditeur Hubert Nyssen, la comédienne Suzy Delair, le musicien Michel Portal et notre collaborateur Jacques Louchamp.

## ÉCHECS

**CHAMPIONNAT DU MONDE**  
**NEW-YORK-LYON 1990**

Blancs : KASPAROV			
Noirs : KARPOV			
Vingt-quatrième partie			
Partie anglaise			
1. Cb	C16	18. C3	45
2. d4	46	20. C2	45
3. Cc3	Fb4	21. b5 (105)	d5 (108)
4. Dc2	0-0	22. a4	44
5. a3	6c3	23. g4 (116)	g4 (119)
6. Dc2 (2)	b6 (16)	24. d4 (117)	b4 (123)
7. b4 (11)	d6 (19)	25. Fd3	d4 (123)
8. f3 (27)	Fd7 (31)	26. Cc5	Fg6
9. f2 (28)	Cd7 (49)	27. Cc5 (123)	Cd7 (127)
10. Fd2 (28)	Cd7 (49)	28. Cc5 (123)	Cd7 (127)
11. b4	7f8	29. Cc7	Fd7
12. d3 (47)	Td8 (57)	30. Td3 (132)	Dd5 (138)
13. d4 (64)	d6 (16)	31. Td3	Fd7
14. Dd3 (78)	b5 (14)	32. Dd1 (139)	Dd5 (140)
15. Cc2	7f8	33. Fd1 (137)	Cd6 (145)
16. Td1 (32)	Fd8 (80)	34. Td3	Cc5
17. Dd1 (35)	Dc7 (92)	35. Fd3	Dd5 (146)
18. p4d5	a2d5	36. Td4 (138)	Nulle

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

## CARNET DU Monde

### Naissances

— Olga BOÏCO  
et  
Michel TREBITSCH  
ont la joie d'annoncer la naissance de

Maxima,

à Paris, le 29 décembre 1990.

### Décès

— M. Anne-Marie d'Estainville Godin,  
Lawrie et Marika,  
M. Ellen d'Estainville  
Ducroy-Giordano,  
Francesco et Raffaella,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Kim D'ESTAINVILLE,

survenu à Paris le 28 décembre 1990 à cinquante-trois ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 3 janvier 1991 à 14 h 30 à la basilique Sainte-Clotilde, Paris-7.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à ARCAT SIDA, 57, rue Saint-Louis-en-Île, 75004 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Alain Després,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Pavaut,  
seuls enfants,  
ont le chagrin de faire part du décès de

M. Max DESPRÈS,

survenu le 30 décembre 1990, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Vincent des Baux-de-Provence, le jeudi 3 janvier 1991, à 10 h 30.

— M. Christine Gadréaud,  
sa mère,  
M. Roger Gaillard,  
son père,  
M. Elisabeth Gaillard,  
née Diafouka,  
M. Marie-Christine Gaillard,  
M. Mathieu Gaillard  
et Sophie Laurence,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Gaillard  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Luc Thiel  
et leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de  
Karl-Henri GAILLARD,  
photographe,  
survenu le 18 décembre 1990.

Li Deymoro,  
04190 Les Mées.

— M. et M<sup>me</sup> Charles Levy,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe J. David,  
seuls enfants,  
Frédéric David,  
son petit-fils,  
Et toute la famille,  
ont la grande douleur de faire part du décès de

L. Charles LEVY,

le 30 décembre 1990, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 janvier, à 13 h 30, cimetière Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet (porte principale), où l'on se réunira.

9, rue Brézin,  
75014 Paris.  
15, rue Théodore-de-Banville,  
75017 Paris.

— M. Christine Méaulle,  
son épouse,  
Nicolas et Thomas,  
seuls enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Méaulle,  
M. et M<sup>me</sup> Michel Parsy,  
seuls enfants, beaux-parents,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Méaulle,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard Méaulle  
et leurs enfants,  
seuls frères, beaux-frères, belles-sœurs,  
cousins, cousines, parents,  
ont la grande douleur de faire part de la disparition de

M. Philippe MÉAULLE,

décédé accidentellement le 26 décembre 1990.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité familiale le samedi 29 décembre, en l'église de Bénéville-sur-Mer (Calvados), sa paroisse.

5, Laiz-de-Mer,  
Bénéville 14910 Bénéville-sur-Mer.  
31, rue Thiers,  
27300 Bernay.

— M. Guy Vincent et M<sup>me</sup>,  
née Jacqueline Mucchielli,  
Le docteur Michel Mucchielli et M<sup>me</sup>,  
M. et M<sup>me</sup> André Mucchielli,  
seuls enfants,  
Seuls arrière-petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès,  
survenu le 25 décembre 1990, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M. Marcelle MUCCHIELLI.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu le 28 décembre, à Ghisoni (Corse), dans l'intimité.

Nos abonnés et nos actionnaires, bien entendu, ont été informés sur les intentions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— M<sup>me</sup> Léon Perrotat,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Mier,  
seuls enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Audibert,  
Les familles Perrotat, Trachet,  
Rosain,  
ont la tristesse de faire part du décès de

général de division PERROTAT,  
commandeur de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 1939-1945,  
croix de la valeur militaire,  
ancien inspecteur de l'artillerie.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 janvier 1991, à 8 h 30, en la chapelle du Val-de-Grâce.

Ni fleurs ni couronnes.

### Remerciements

— A  
Françoise

« En revenant à Théotime, nous avons marché côte à côte, sans nous regarder une seule fois.  
Françoise respirait le bonheur, et de la voir ainsi je me sentais heureux, parce qu'elle était grande, belle, et qu'elle marchait près de moi, avec confiance... »

Le Mas Théotime,  
Henri Bosco.

### Eratum anniversaire

— Le 1<sup>er</sup> janvier 1987, nous a quittés  
Jean BARTOLI.

« L'amour transcende les blessures du vivre ».

Nous n'oublions pas.  
(Le Monde daté 1<sup>er</sup> janvier.)

### Soutenances de thèses

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le lundi 14 janvier, à 8 h 30, salle Bourjass, M. Lionel Ifrah : « La restauration d'Ismail dans la pensée anglaise (1596-1667) ».

— Université Paris-V (René-Descartes, sciences humaines Sorbonne), le lundi 14 janvier, à 14 heures, salle 224, galerie Claude-Bernard, M. Jean Nzhio Engono : « L'image de la fête chez les Fang du Sud-Cameroun ».

— Université Paris-V (René-Descartes, sciences humaines Sorbonne), le mardi 15 janvier, à 14 heures, salle 224, galerie Claude-Bernard, M. Fawziya Mohamed Rashid Almajid : « Les représentations réciproques des parents et des enseignants du primaire au royaume d'Arabie saoudite ».

— Université Paris-V (René-Descartes, sciences humaines Sorbonne), le vendredi 18 janvier, à 9 heures, au foyer des professeurs, M. René Gouellain : « Les pêcheurs maritimes en France (1918-1945) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 18 janvier, à 10 heures, salle 113, galerie J.-B. Dumas, M. James Cohen : « Légitimité et colonialisme. Puerto Rico et les États-Unis de 1898 au présent ».

— Université Paris-V (René-Descartes, sciences humaines Sorbonne), le vendredi 18 janvier, à 10 heures, centre Henri-Picou, salle 106, M. Colette Charlois : « Union et séparation : la construction de l'identité ».

— Université Paris-IV (Sorbonne), le vendredi 18 janvier, à 13 heures, salle des Actes, M. Jean-Claude Larrat : « André Malraux, écrivain de la littérature. Des « origines de la poésie existentielle » aux voix du silence (1920-1951) ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), le vendredi 18 janvier, à 14 heures, salle 113, galerie J.-B. Dumas, M. Alain Durand : « Paysages, terroirs et peuplement dans les campagnes du Bas-languedoc (XV-XIX siècles) ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

— Le samedi 19 janvier, à 9 heures, salle 221, 2, rue de Lille, Paris-7, M. Agnès Elkes : « Théâtre et musique dans les tragédies de Racine ».

## COMMUNICATION

### La difficile réattribution des fréquences FM

## Radio-Zinzine préfère Aix aux alpages

Emanation de la communauté « libertaire » Longo Mai à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), Radio-Zinzine, qui émet depuis juin 1981, comptait s'étendre, dans les deux ans, sur l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont elle couvre, déjà, en partie, quatre départements sur six. Or le CSA a l'intention de lui supprimer ses fréquences d'Apt (Vaucluse), de Draguignan (Var) et, surtout, d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), ce qui réduirait son audience potentielle de 450 000 à 150 000 habitants.

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

En novembre, M. Roland Faure, l'un des neuf « sages » du CSA, avait expliqué que Radio-Zinzine devrait quitter Aix — où elle est présente depuis deux ans — en raison de la saturation de l'espace hertzien. Avec, en compensation, une amélioration de sa couverture dans sa zone « naturelle » des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence. Réaction indignée du président de Radio-Zinzine, M. Alex Robin : « Nous n'avons que faire d'une meilleure écoute sur quelques alpages de plus et autres neiges éternelles. On veut, en réalité, jacter les grands pouvoirs nationaux, qui se taillent la part du lion avec cent vingt et une fréquences sur deux cent vingt-cinq contre, seulement, cinquante-huit

pour les radios associatives, dont trente-deux pour la zone de montagne. »

Selon l'un des cinq membres du comité technique radiophonique de Marseille, M. Georges Cayla, il était, en fait, nécessaire de mettre fin à la pagaille régnant sur la bande FM régionale. A Aix en particulier, treize radios — dont cinq du cru — remplacent les vingt et une qui se brouillaient mutuellement auparavant. En l'occurrence, Radio-Zinzine disposerait de sept fréquences, mais ferait place, à Aix, à une autre radio associative, Radio-Beurs entrant dans le nouveau dispositif des stations locales de la communauté musulmane ou immigrée (le Monde du 17 novembre). « Nous avons tenu compte, précise à ce propos M. Cayla, du pluralisme des programmes et des cibles de clientèle. »

Les responsables de Radio-Zinzine mettent en cause les choix « politiques » du CSA visant à éliminer « une radio de gauche, école et tiers-mondiste qui dérange le pouvoir socialiste comme d'ailleurs tous les pouvoirs établis ». A moins que l'on n'ait voulu « freiner » une organisation dont la transparence financière et les objectifs idéologiques ont toujours soulevé beaucoup de questions. Radio-Zinzine bénéficie de nombreux soutiens — soixante-quinze députés européens, deux cents élus du Sud-Est de tous bords, sauf de l'extrême droite, une pétition de cinq mille signatures. Les responsables de la radio se disent prêts, enfin, s'il le faut, à introduire des actions en justice.

GUY PORTE

### Recentrant ses ambitions sur le câble

## MCM-Euromusique baisse le ton

N'ayant pas obtenu du CSA la fréquence de télévision hertzienne sur Paris qu'elle espérait (le Monde du 4 décembre), la chaîne musicale MCM-Euromusique va réviser ses ambitions à la baisse dès le 1<sup>er</sup> janvier. La chaîne continuera sa diffusion hertzienne sur les ondes de Télé-Montecarlo, Télé-Toulouse ou Télé-Lyon-Métropole, ainsi que sur les satellites TDF1 et TDF2. Mais son programme sera d'abord destiné aux réseaux câblés, notamment ceux de ses deux principaux actionnaires, Générale des eaux et Caisse des dépôts. Les autres actionnaires de la chaîne — éditeurs

de musique ou radios musicales comme NRJ et RMC-Nostalgie — déplorent ce changement de cap, qui diminuera les budgets disponibles pour la création de clips. Ils pourraient en conséquence réduire leur participation dans la chaîne. En revanche, la Lyonnaise des eaux, opérateur du câble parisien et actionnaire de M6, pourrait entrer dans le capital d'Euromusique. Le renoncement à une fréquence hertzienne sur Paris, aujourd'hui acceptée par Euromusique, était en effet la condition posée par la Lyonnaise des eaux.

Le groupe Hersant prend 35 % du Journal de l'île de la Réunion.

Le groupe Franco-Antilles, dirigé par M. Philippe Hersant, vient d'acquiescer 35 % de la société qui édite le JIR, le Journal de l'île de la Réunion, le plus ancien quotidien du département d'outre-mer. Déjà présent en Calédonie et à Tahiti avec la société Pacifique-Presses-Communication présidée par M. Henri Morny, le groupe consolide ainsi son réseau de presse dans la région, et son mailage des DOM-TOM entamé aux Antilles et en Guyane.

Canal J n'a pas commencé à émettre. — La chaîne de télévision

hertzienne payante pour enfants Canal J n'a pas commencé à émettre mardi 1<sup>er</sup> janvier, faute d'un accord financier avec Télédiffusion de France pour la location d'émetteurs dans 17 villes et sur les satellites TDF 1-TDF 2. Après un premier report (le Monde daté 16-17 décembre), le CSA avait fixé le 1<sup>er</sup> janvier comme date limite de démarrage. La chaîne est donc menacée de perdre son autorisation, accordée en juillet dernier. Elle devrait alors se contenter d'une diffusion sur les réseaux câblés, et réduire considérablement ses ambitions en matière de programmes.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 5425

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

### HORIZONTALEMENT

I. Oblige à reprendre le combat. — II. Va ou « bidet ». Article. — III. Il n'est pas rare qu'il prenne une veste. Est dans le vent. — IV. Sur la plus haute marche du podium. Sac à vider. — V. Cause de troubles. A mettre sur nos tablettes. — VI. Ne manquait pas de souffler. Est en terre normande. — VII. Le grand monde. — VIII. A beaucoup représenté. « Part » de mystère. — IX. Sert amplement. Mont grec. — X. Il y a beaucoup à lui faire savoir.

N'ont pas dans le dictionnaire. — XI. Fait retrouver ce que l'on avait perdu.

### VERTICALEMENT

I. Pour eux, on ne peut pas dire qu'il n'y a rien à gratter. — 2. Une belle qui fait rêver bien des hommes. Employée pour étendre. — 3. Partie d'une chape. Qui n'a plus rien à rapporter. — 4. Moyens de travailler le sol. Faire son trou. — 5. Pièce ou Paul. Longue durée. — 6. Pour celui qui a du travail sur la planche. Devant lui, certains ne mènent pas leurs mots. En voilà des façons ! — 7. Mis en rond. S'habitue au flux et au reflux. — 8. De l'eau. Lieu de plaisirs. — 9. Mettras une barrière.

Solution du problème n° 5424

Horizontalement  
I. Croupiers. — II. Ouvrable. — III. Agrions. — IV. Mite ; Site. — V. Erine. — VI. Octane. — VII. Tène ; Cerf. — VIII. Ain ; Aire. — IX. Idéale ; S.A. — X. Réel ; Ru. — XI. Er ; Egérie.

Verticalement  
1. Commentaire. — 2. Ru ; Ir ; Eider. — 3. Ovarionnée. — 4. Urgence ; Ale. — 5. Par ; Et ; Al. — 6. Ibis ; Acier. — 7. Eloigner ; Ur. — 8. Rentières. — 9. San ; Age.

GUY BROUTY

## Le Monde

**REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FAUGUÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Téléc : 261.511 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme  
des Imprimeurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. André Fontaine, gérant.



## ECONOMIE

## REPÈRES

## PORT

Baisse du trafic de Rotterdam de 1,5 % en 1990

Le transbordement de marchandises au port de Rotterdam - le premier port du monde - a régressé de 1,5 % en 1990 par rapport à 1989 pour s'établir à 288,1 millions de tonnes, selon les chiffres provisoires annoncés le lundi 31 décembre par les autorités portuaires. M. Smit, l'échevin de Rotterdam chargé des affaires portuaires, a précisé dans son discours de la saint Sylvestre que cette régression est due à la baisse du cours du dollar, aux prix élevés du pétrole, aux économies britanniques et américaines affaiblies et à la légère régression des exportations allemandes.

Le trafic du pétrole brut à l'importation, en particulier, a régressé de 1,2 % et est estimé à 88 millions de tonnes. La crise du Golfe a joué un rôle, mais l'embarco à l'égard du Koweït et de l'Irak a été compensé par d'autres pays producteurs de pétrole, a ajouté M. Smit.

## FMI

La nouvelle composition des DTS

Le Fonds monétaire international a annoncé lundi 31 décembre 1990 la nouvelle composition des droits de tirage spéciaux (DTS), qui reflète le poids respectif des cinq principales monnaies figurant dans ce panier de référence. Cette révision du DTS, qui intervient en principe tous les cinq ans, attribue les montants suivants à chacune de ces cinq devises : 0,572 dollar US, soit 40 % du panier, 0,453 deutschemark (21 %), 31,8 yens (17 %), 0,80 franc français (11 %) et 0,0812 livre sterling (11 %). Pendant la période précédente (1986-90), le DTS était composé comme suit : 0,452 dollar (42 %), 0,527 DM (19 %), 33,4 yens (15 %), 1,02 franc français (12 %) et 0,0893 livre sterling (12 %).

## PRIX

7 650 % d'inflation au Pérou en 1990

Avec une hausse de 23,7 % en décembre, l'inflation au Pérou a atteint 7 650 % en 1990, a annoncé officiellement lundi 31 décembre l'Institut national de la statistique (INE). La publication spécialisée privée *Cuanto* avait estimé un peu plus tôt à 26,5 % la hausse de l'indice des prix de détail en décembre, soit un chiffre record de 10 327 % pour 1990. Le taux d'inflation avait atteint 2 775 % en 1989, selon les chiffres officiels.

Les pompistes contre les cartes bancaires. - Après les chèques de plus de 100 francs trop risqués à leur goût, les pompistes menacent maintenant de boycotter, à partir du 31 janvier, les cartes bancaires trop coûteuses. En attendant un assouplissement de la position des banques, le Syndicat national des détaillants de carburant (SNDIC) suggère à ses adhérents, à partir du 2 janvier, de refuser le paiement par carte au-dessous de 200 francs. « *Seul de remanié* (lié au minimum de 1,20 franc payé) par facture. D'autre part, il entend répercuter sur le prix de vente du carburant les frais des cartes bancaires à raison d'un centime par litre.

## INDUSTRIE

Un an après avoir décidé de créer une filiale commune

## Sabena, British Airways et KLM mettent fin à leur association

Dans un communiqué commun publié, le lundi 31 décembre, à Bruxelles, les compagnies aériennes Sabena (Belgique), British Airways (Royaume-Uni) et KLM (Pays-Bas) ont annoncé la fin de leur association au sein d'une filiale commune, Sabena World Airlines (SWA).

## AMSTERDAM

de notre correspondant

Cette alliance devait permettre aux trois partenaires de tirer d'ici à 1995 une toile d'araignée reliant la capitale belge à soixante-cinq aéroports européens d'importance moyenne. En réalité, il s'agissait pour Sabena de trouver des fonds destinés à la rénovation de sa flotte et, pour ses deux partenaires, d'obtenir des droits de trafic au départ de l'aéroport de Bruxelles.

Selon le porte-parole de KLM, M. Nico Harmsen, c'est d'un « *commun accord* » que les trois compagnies aériennes ont décidé de reprendre leur liberté. Mais les conséquences financières de ce divorce par consentement mutuel seront supportées par la seule Sabena, qui rembourse, « *dans les douze mois* », les capitaux débloqués par British Airways et KLM pour l'achat de leurs participations dans SWA (20 % chacune). Le transpor-

teur néerlandais, qui n'avait effectivement payé que la moitié de ses parts, d'une valeur de 107 millions de florins (321 millions de francs) recevra ainsi 53,5 millions de florins (160,5 millions de francs).

Nouée le 13 décembre 1989, l'alliance Sabena-British Airways-KLM était entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1990. En réalité, il ne s'agissait que de fiançailles, les partenaires s'étant accordés jusqu'au 31 décembre 1990 pour confirmer leur union ou y renoncer. D'après M. Harmsen, ils ont préféré la séparation au mariage en raison d'une « *conjonction de facteurs dont aucun n'a été plus déterminant que les autres* ».

## Ne pas prendre de risques

Premier facteur : « *Les transporteurs aériens ont affronté, cette année, des vents contraires et ont perdu beaucoup d'argent* ». Nombreux, en effet, sont les compagnies dont les comptes sont devenus déficitaires, et pas seulement pour des raisons de flambée des cours du pétrole. Cette conjonction délicate a incité les directions à réviser leurs plans de développement dans le sens d'une plus grande prudence.

Deuxième facteur : conformément à la décision du gouvernement belge, le capital de la Sabena sera restructuré. Selon KLM, cette restructuration entraînera « *une révision*

en profondeur des structures et de la stratégie ». Le flux entourant l'avenir de la compagnie belge a été un argument décisif pour la compagnie néerlandaise, comme l'a expliqué à la télévision son président, M. Jan de Soet.

Dernier facteur : la Commission de Bruxelles n'avait pas levé, avant la date fatidique du 31 décembre, les objections formulées en juin dernier par le commissaire à la concurrence M. Leon Brittan, à l'encontre d'un accord tripartite menaçant, selon lui, la libre concurrence dans l'espace aérien européen en voie de libéralisation.

En somme, les éléments se sont conjugués pour rendre cette alliance trop aléatoire. Or, la KLM - pour ne parler que d'elle - n'a plus les moyens de prendre de risques. Elle s'apprête à clore, le 31 mars prochain, l'exercice en cours sur un déficit de plusieurs dizaines de millions de florins, et elle a engagé un plan de réduction de ses coûts (le Monde du 16 octobre).

L'échec de Sabena World Airways pourrait présenter un bon côté pour KLM : les autorités européennes, qui, depuis 1988, étudient d'un œil critique sa participation dans la petite compagnie néerlandaise Transavia (40 %), pourraient assouplir leur position.

CHRISTIAN CHARTIER

## DISTRIBUTION

Les magasins Score rachetés par les Sucreries de Bourbon

## Importantes restructurations dans le commerce réunionnais

Mouvement de fond dans la grande distribution de la Réunion : le groupe Sucreries de Bourbon vient de se porter acquéreur de la Société d'exploitation des magasins Score, une chaîne locale - filiale de la SCOA - qui contrôle douze supermarchés et hypermarchés, avec un chiffre d'affaires dépassant 1,5 milliard de francs, pour un résultat net de plus de 12 millions de francs en 1989.

## SAINT-DENIS DE LA REUNION

de notre correspondant

Présent sur l'île de la Réunion depuis une quinzaine d'années, les magasins Score - filiale de la SCOA - ont révolutionné la distribution dans le département. D'emblée, la SEM-Score s'est intéressée à la clientèle populaire des quartiers. L'un de ses hypermarchés les mieux achalandés se trouve en plein cœur de la cité Michel-Debré, au Chaudron, banlieue est de Saint-Denis. Pari audacieux pour l'époque : le petit commerce, tenu essentiellement par des Réunionnais d'origine chinoise, était très florissant et s'attachait ses clients grâce à un système de « *caract* » sur lequel étaient notés tous les achats, soldés à la fin du mois au moment de la paie.

## Changement des modes de consommation

Mais, très vite, les Réunionnais se sont habitués aux caisses automatiques et au paiement au comptant. Le changement des modes de consommation (lié notamment au désenclavement de l'île et à la présence d'un plus grand nombre de métropolitains) a permis à la distribution de se structurer sur le même schéma que celle de l'Hexagone même si, aujourd'hui encore, des moyennes surfaces continuent de pratiquer le système du « *caract* » - sous une forme plus informatisée.

Longtemps en tête dans la distribution locale, les magasins Score ont depuis fait des émules. Ainsi, au début des années 1980, quelques

petits commerçants se sont fédérés pour effectuer des achats groupés auprès des centrales métropolitaines et le groupe qu'ils ont créé - le groupe Cadre - est aujourd'hui en seconde position sur le marché de la distribution réunionnaise réalisant un chiffre d'affaires très voisin de celui de Score. En 1987, l'enseigne Eurocarré a fait également son apparition sur l'île (à proximité de l'aéroport international de Cillat, à la sortie de Saint-Denis), à l'initiative commune du groupe antillais Hayot et des établissements Caillé, concessionnaires locaux de Peugeot. Le consortium antillo-réunionnais se serait également porté acheteur de la SEM-Score, mais l'affaire ne s'est pas conclue.

Dans cette opération de rachat de la filiale de la SCOA, les Sucreries de Bourbon ont bénéficié de l'appui du

groupe Primistères SA qui vient de se rapprocher du leader antillais de la distribution, Reynold. « *Grâce à ce soutien* », souligne M. Jacques de Châteauneuf, PDG des Sucreries de Bourbon, nous disposons à présent d'une puissance d'achat intéressante pour obtenir de meilleures conditions auprès des grandes centrales. Les répercussions au niveau des prix au détail seront évidentes.

L'arrivée d'un industriel sucrier dans la distribution réunionnaise, qui suit de quelques années celle du concessionnaire Peugeot, marque un net retour en force dans le commerce des anciennes grandes familles bourgeoises de la Réunion. Et cette mutation est bien sûr observée de près par les professionnels de la distribution qui sont encore en grande majorité d'origine asiatique.

AUX DIOUX

## FINANCES

Pour alléger son endettement

## La SGB réorganise ses participations

La Société générale de Belgique (SGB) a annoncé lundi 31 décembre une série d'opérations financières qui lui permettront de réduire son endettement de 17 milliards de francs belges (environ 3 milliards de francs) et de renforcer ses liens avec la CNP, le groupe de M. Albert Frère, qui détendra désormais 2,7 % de son capital. Le dividende ne sera pas influencé par ces opérations.

La SGB a d'abord abaissé à 1,3 % sa participation dans la CGE (Compagnie générale d'électricité) - devenue au 1<sup>er</sup> janvier Alcatel-Alsthom - en vendant en Bourse en novembre et décembre 1,6 % du capital qu'elle possédait. Elle a également cédé ses 2,5 % dans la Royale belge à un acheteur non précisé et ses 10,26 % dans Assubel-Vie aux actionnaires majoritaires de cette compagnie. En outre, elle confirme la cession de l'essentiel de sa participation dans le numéro un du BTP belge CFE au français Dumez (9 %), ce qui réduit sa participation à 1,5 %. Enfin, la SGB a reclassé l'intégralité de sa participation (54,4 %) dans Silceta (une société à portefeuille spécialisée dans l'exploitation du diamant notamment au Zaïre). Cette participation est désormais confiée à ACEC-Union minière, une filiale à 82 % de la SGB.

Enfin, la CNP (Compagnie nationale de portefeuille, contrôlée par l'homme d'affaires belge M. Albert Frère) reprend 1 714 573 parts de réserve sur les 2 848 333 acquises par la SGB lors du retrait partiel de Cetus (le holding de M. Carlo De Benedetti) en septembre dernier.

## SOCIAL

Principale innovation du budget de 1991

## Le texte créant la CSG est publié au « Journal officiel »

L'une des dispositions essentielles de la loi de finances pour 1991, la contribution sociale généralisée (CSG), a été publiée au *Journal officiel* lundi 31 décembre. Son taux de 1,1 % - qui pourra être modifié chaque année - sera prélevé à partir du 1<sup>er</sup> février, sur le montant brut des traitements, indemnités, émoluments, salaires, allocations, pensions, des revenus tirés de l'activité d'artistes-auteurs, et de certaines rentes viagères.

Une réduction forfaitaire de 5 % « *représentative de frais professionnels* » est à débiter du montant brut des « *traitements, indemnités, émoluments, salaires, revenus des artistes-*

auteurs et allocations chômage ». La CSG ne portera donc que sur 95 % de ces salaires, revenus et allocations. Par contre, les pensions de retraite et d'invalidité ne figurent pas sur la liste des revenus bénéficiaires de la déduction de 5 %.

La CSG, ajoute le *Journal officiel*, est également assise sur « *tous les avantages en nature ou en argent* », les sommes allouées aux salariés au titre de l'intéressement, de la participation et de l'actionnariat, les indemnités versées aux parlementaires, aux membres du Conseil économique et social et du Conseil constitutionnel ainsi qu'aux élus municipaux, cantonaux et régionaux.

Après les déclarations de M. Bérégovoï

## M. Marchelli est d'accord pour ouvrir le dossier des retraites par capitalisation

L'idée lancée par le ministre de l'économie et des finances d'ouvrir le dossier du financement, partiel, des retraites par capitalisation (le Monde du 1<sup>er</sup> janvier) a reçu le 31 décembre un soutien de poids. M. Paul Marchelli, président de l'AGIRC (régime de retraite complémentaire des cadres) s'est déclaré « *toujours d'accord* » avec la récente déclaration de M. Pierre Bérégovoï.

« *Pourquoi pas ?* » a-t-il déclaré sur Europe 1, ajoutant : « *A partir du*

moment où ces orientations ne viennent pas en concurrence avec la retraite par répartition » - laquelle est pratiquée, à titre collectif et obligatoire, par la Sécurité sociale, l'AGIRC et l'ARRCO (retraite complémentaire des non-cadres). Mais pour M. Marchelli, qui est également président du syndicat CFB-COC, « *il faut tout d'abord que les entreprises se mettent au plafond, c'est-à-dire au maximum des cotisations des régimes de retraite complémentaire* ».

## CONJONCTURE

Modération des services, baisse de l'énergie

## Les prix de détail ont diminué de 0,2 % en novembre

	des 12 derniers mois (nov. 89 = 100)	des 6 derniers mois (oct. 90 = 100)	des 3 derniers mois (sept. 90 = 100)	de décembre 1989 (nov. 89 = 100)
ENSEMBLE	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,5	- 0,2
ALIMENTATION	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
Boissons-aliments	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
Autres produits à base de céréales	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
Vitamines de bouche	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Vitamines de poche et charcuterie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Vitamines, légumes, gibiers	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Autres produits contenant de la viande	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Produits de la pêche	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Laits et fromages	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Œufs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Beurre et corps gras	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Légumes	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Fruits	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Sucres et produits à base de sucre	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Produits alimentaires divers	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Boissons alcoolisées	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Cafés, thé, infusions	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Autres boissons sans alcoolisées	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Habillement et articles textiles	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Vêtements de dames, hommes	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Vêtements de dames, femmes	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
et jeunes filles	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Vêtements de dames enfants	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Lingerie, bonneterie hommes et jeunes gens	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Lingerie, bonneterie femmes et jeunes filles	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Lingerie, bonneterie enfants	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Vêtements de travail et sport	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Articles de ménage	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Articles chaussants	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Tricots, fil, mercerie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Linge de maison et textiles d'ameublement	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Autres produits manufacturés	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Habillement	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Tricots et vêtements de nuit	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Gros appareils ménagers	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Petits appareils ménagers électriques	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Articles de ménage	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Électrosculpture	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Services de ménage et produits d'entretien	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Articles de toilette et de soins	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Automobiles	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Articles de papeterie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Livres et journaux	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Radio, optique non médicale	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Articles électroménagers	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Autres articles de loisirs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Combustibles, énergie	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Boissons	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Tabacs	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Articles divers	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
SERVICES	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Loyers, eau	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Loyers	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Régimes et ententes de logement	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
et des appareils ménagers	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Repos, blanchissage, nettoyage	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Salaires	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Salaires personnels (1)	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Services de santé	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Transport public	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Services de transports	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
des véhicules privés (2)	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Postes et télécommunications	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Pris d'investissement	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Services	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Hôtels, restaurants, cafés	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Communications dans les villes	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Services de vacances, sport, camping	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1
Services divers (3)	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1

L'indice des prix de détail de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est élevé en novembre à 100,1 contre 100,0 en octobre.

(1) Le poste « *salaires personnels* » comprend notamment les dépenses de chômage.

(2) Réparations automobiles, parking, stationnement, péage sur autoroute, etc.

(3) Réparations électroménagers, location d'appareils, travaux photo, réparation TV, services des banques.

## INSOLITE

## L'Alsace à le vin en poupe

Les vins d'Alsace, longtemps négligés comme tous les « blancs », reviennent à la mode. Au cours de la dernière campagne (1989/1990), les ventes ont atteint le chiffre record de 1 118 000 hectolitres, 8,8 % de plus que l'année précédente.

L'engouement touche aussi bien le marché français (+ 8,2 %) que les exportations, lesquelles, avec 46 millions de bouteilles vendues, ont augmenté de 10 %. Produit vedette, le crémant (vin champagnisé) a fait un bond de 20 %, atteignant 77 000 hectolitres, soit près de 7 % du volume total des vins d'Alsace commercialisés.

Si le marché allemand continue à occuper de très loin la première place des exportations, suivi par celui des Pays-Bas, les plus fortes progressions ont été enregistrées en Finlande (+ 141 %), en Norvège (+ 42 %) et aux États-Unis (+ 41 %).

Malheureusement pour les Alsaciens, le gewürztraminer, imprononçable en japonais, n'est guère goûté en Asie où on boit à table du cognac... coupé d'eau. Alors que les ventes de cognac au Japon ont doublé en trois ans, les vins d'Alsace n'y ont fait qu'une timide percée avec 2 270 hectolitres vendus, le marché nippon n'arrivant qu'au dixième rang mondial.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES  
à 22h15 sur RTL

Mardi 1<sup>er</sup> janvier  
En raison des fêtes,  
il n'y a pas d'émission  
mardi 1<sup>er</sup> janvier.

Mercredi 2 janvier  
M. Jean-Louis Noisiez,  
PDG de la société  
de nettoyage GDF.

Journal 150



Jeudi 10.1.89

# ÉCONOMIE

ÉTRANGER

## Le Zaïre dans les bourrasques de l'inflation

L'augmentation vertigineuse des prix illustre la crise profonde du pays

KINSHASA  
de notre envoyée spéciale

Les nuits de « Kin » se font de moins en moins calmes, tous les « sapes » vous le diront. Ces rois de la frime, ces dandys de la « sape », qui, à Kinshasa (« Kin »), écumant le quartier de Matonge en costume *lino* (lin froissé) et dansent jusqu'à l'aube, en biberonnant de la bière et en grignotant du *liboko* (poisson ou viande cuits dans des feuilles), n'ont plus vraiment le cœur à la fête. Au banc des accusés, parmi les principaux rabatteurs, le sida bien sûr, mais aussi l'inflation.

Il y a encore six mois, quand on voulait passer joyeusement la nuit, chacun s'achetait une caisse de bière. Quand la caisse était vide, la fête était finie. Aujourd'hui, les libations s'arrêtent au bout d'une seule canette, résume un connaisseur. La hausse des prix, vertigineuse, a dégrisé plus d'un fêtard. En un an, la vente de bière a chuté de 20 %. Depuis septembre, le mouvement s'est accéléré. Les étiquettes ne valent plus : elles « sautent » ! En l'espace de quelques semaines, les tarifs de la bière, mais aussi ceux du manioc, du maïs et du riz ont doublé, voire triplé. Le litre de super, qui coûtait environ 300 zaïres début novembre, frôlait les 1 000 zaïres à la fin du même mois.

A l'image de ces petites amies trop coûteuses, qu'un chasseur baptisera les « filles SOPEKA » (SO pour « sombela ngai » : « achète-moi », PE pour « pesa ngai » : « donne-moi », KA pour « kabela ngai » : « offre-moi »), l'économie zaïroise a joué sa longue partie de l'excès de luxe qu'elle ne sait plus aujourd'hui à quel point monnaie se vouer. Manque de devises aidant, « si ça continue à ce rythme, on finira 1990 avec 160 % ou 180 % d'inflation », soupire un expert, qui ajoute : « Et pour 1991, tout est possible ! ».

À l'époque des Belges, on faisait trois repas par jour. Pendant la première République, on n'en faisait plus que deux. Avec la deuxième, on est passé à un. On s'arrêtera-t-il à trois ? s'esclaffent les « citoyens » à l'humour populaire. Mais déjà, dans les banlieues de Kinshasa, on n'a plus l'estomac à attendre. Les manifestations du

2 décembre, premières du genre pour dénoncer la vie chère, ont pris les autorités au dépourvu. Les forces de l'ordre ont tiré, faisant officiellement quatre morts et plusieurs blessés. Le lendemain, c'est Matadi, le grand port zaïrois au bord de l'Atlantique, qui se soulève et qui s'embrase. Quatre morts et six blessés graves, annonce la radio nationale. Au même moment, les étudiants de Lubumbashi, capitale de la province du Shaba, descendent eux aussi dans la rue. Les autorités parleront d'« incidents sérieux », sans donner de bilan.

### Chute des cours du cuivre

Jusqu'à ce jour, les seuls « responsables » désignés par le gouvernement du professeur Lynda Bululu sont les commerçants, accusés de spéculation. C'est un peu court, quand tout le monde sait avec quelle frénésie ont été pillées les caisses de l'Etat, avec quelle ivresse le pays a été frauduleusement vidé de ses devises, avec quelle insolence ont été négligés les atouts du Zaïre — qui, « bien géré, aurait pu être une des premières puissances économiques du monde », selon un financier européen.

Alors que le taux annuel de la croissance démographique dépasse les 3 %, celui de la croissance économique est négatif depuis deux ans : estimé à - 2 % en 1989, il pourrait dégringoler jusqu'à - 3 %, voire - 4 %, en 1990. Les principales recettes d'exportation — cuivre, café, diamant — battent de l'aile. Le café Robusta, de qualité assez médiocre, subit la chute des cours. Le diamant — dont le Zaïre reste le deuxième producteur mondial derrière l'Australie — connaît, côté jardin, la difficile concurrence du diamant industriel et, côté cour, les séductions de la contrebande. Plus de la moitié des précieux carats quitteraient le pays de manière illégale.

Quant au cuivre, ses revenus ont fondu pratiquement de moitié en un an. Le formidable outil de production que représentait le complexe industriel minier du Shaba, confié aux soins de la société d'Etat Gécamines, n'a pas été renouvelé à temps. L'effondre-

ment, à la mi-septembre, des galeries de la mine de Kamoto (qui fournissait l'essentiel de la production de cuivre) constitue un des signes les plus spectaculaires de la déliquescence de cette entreprise, dont le tiroir-caisse, à en croire l'opinion, sert aussi de tirelire présidentielle. La production de cuivre, qui atteignait difficilement 450 000 tonnes en 1989, ne devrait pas dépasser 350 000 tonnes cette année. Dans cette région du Shaba, dont les richesses minières contribuent pour plus de 60 % aux recettes de l'Etat, pas une seule école, pas un seul hôpital n'a été construit depuis l'arrivée au pouvoir du maréchal Mobutu, en 1965.

Même manque d'investissement et d'entretien pour les réseaux routier et ferroviaire. Sur les quelque 2 600 kilomètres de voie ferrée, datant de l'époque coloniale, c'est tout juste si 700 restent encore en état aujourd'hui. Sous peine de déraillement, les trains ne peuvent généralement pas dépasser 20 ou 30 kilomètres/heure. Les routes ? « Dans le temps, on faisait Kinshasa-Lubumbashi en deux ou trois jours de voiture. Aujourd'hui, il faut compter une semaine au minimum, avec un bon 4x4. Les camions mettent facilement un mois », assure un vieil expatrié belge.

### Devises au marché noir

A la mi-novembre, la route qui relie Kikwit à Kinshasa s'est inopinément affaïssée. « Les marchands sont désormais passés à dos d'homme, puis chargés à nouveau sur les canotiers, de l'autre côté », explique-t-on. Or la région de Kikwit — et, plus largement, la province du Bandundu — constitue le « grenier à blé » de la capitale. Les quelque 4 millions d'habitants de Kinshasa en dépendent. Et si, les pluies aidant, la route de Kikwit devenait totalement inutilisable ? Cette menace, véritable « épée de Damoclès » à en croire les plus alarmistes, ne semble pas inquiéter les autorités.

« Ce régime n'a jamais imaginé, pas même une seconde, que l'Etat pouvait être au service de la population. Avec la complicité de l'Occident, on s'est lancé dans une sorte de « politique de la cueillette » : il y

a de l'or ? Hop ! je prends. Du diamant ? Hop ! je ramasse. Mais rien n'a été fait pour développer le pays, s'indigne un religieux. Quand on voit ce gâchis, cette dépression indescriptible, on a honte. C'est très humiliant de voir qu'on en est là. Transports, éducation, santé : où qu'on tourne les yeux, le bilan est le même. Zéro pointé. Les mauvaises langues n'affirment-elles pas que « le coût de traitement d'un sidéen à Paris, soigné à l'AZT, équivaut au budget du principal hôpital de Kinshasa pour un an » ?

De fait, aucune des conditions posées par les organismes financiers internationaux n'a pu être remplie. Ainsi, depuis 1989, en l'absence d'un « cadre macroéconomique satisfaisant », d'un minimum de « transparence concernant les dépenses publiques », de mesures rapides pour « réhabiliter » la Gécamines et d'efforts dans le sens d'une gestion financière « plus stricte », les aides de la Banque mondiale ont été drastiquement réduites. Aucun projet d'ampleur n'a été signé depuis 1989 et le programme d'ajustement structurel (500 millions de dollars prévus) n'a pas vu le jour. Même coup de froid avec le Fonds monétaire international (FMI). Toute aide à la balance des paiements a été suspendue.

Dans ce contexte, les hommes d'affaires, européens ou sud-africains, se sont mis en stand-by. Tout le monde attend, mais personne n'investit. Même les « cou-sins » belges semblent avoir décidé de rompre les ponts. Hormis l'aide de la France — premier bailleur de fonds avec 850 millions de francs accordés en 1989 —, le Zaïre ne suscite plus de la part des gouvernements étrangers, qu'un intérêt très réservé. Celui qu'on accorde aux riches vaisseaux en perdition.

La crise du Golfe n'a fait qu'accroître les problèmes. Le Zaïre, qui devait dépenser environ 15 millions de dollars par mois pour couvrir ses besoins pétroliers, doit désormais en déboursier 10 de plus. Le trou s'est donc creusé à la vitesse grand V. Depuis la fin novembre, la banque centrale « accepte de changer les devises qu'on lui apporte au taux du marché noir », affirme un commerçant. Selon d'autres sources, les pépites d'or seraient également acceptées.

L'ouverture au multipartisme, annoncée cette année par le président Mobutu, n'aura fait qu'exacerber la sourde colère qui couve depuis des mois dans la population urbaine, sans pour autant lui offrir un canal d'expression légal. Les grèves et les manifestations qui commencent à éclater, çà et là, s'accompagnent régulièrement de pillages et sont suivies, tout aussi régulièrement, de l'intervention musclée des forces armées — militaires ou policières. Les augmentations de salaires, accordées à la sauvette pour calmer les esprits, ne suivent plus le rythme d'une inflation galopante et totalement incontrôlée.

### La cour du « Grand Léopard »

Jusqu'à présent, le chef de l'Etat ne semble guère ému de ces soubresauts populaires. Il est vrai qu'il n'a pas mis les pieds à Kinshasa depuis des mois. Il est vrai, aussi, que la fortune de M. Mobutu Sese Seko (dont le montant varierait de 5 à 10 milliards de dollars, selon les experts) l'a mis, depuis longtemps, à l'abri des relents de misère où se débat son peuple. L'ancien sergent de l'armée coloniale, qui a fêté son soixantième anniversaire (le 14 octobre) avec un faste de nature à surprendre le plus vantard des « sapes » de Matonge, continue à mener grand train.

Les charters, spécialement affrétés d'Europe pour alimenter la cour du « Grand Léopard », font jaser méchamment dans les banlieues. Dans le climat de réprobation générale qui entoure et isole l'économie zaïroise, il n'est pas certain que les forces de l'ordre puissent venir à bout aussi facilement que par le passé des colères de la rue. Signe des temps : la célèbre division spéciale présidentielle, la DSP, vient d'être rebaptisée « dernier soupir du président ». Les nombreux marabouts qui entourent le chef de l'Etat sauront-ils l'avertir à temps de la tornade qui guette ?

CATHERINE SIMON

## MARCHÉS FINANCIERS

NEW-YORK, 31 décembre

### Sans éclat

Wall Street a modestement gagné du terrain lundi, à l'issue de la dernière séance de l'année, qui s'est déroulée dans une atmosphère très peu active. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 2 633,86, en hausse de 4,45 points (+ 0,17 %). Le volume d'affaires a été très réduit avec seulement 115 millions d'actions échangées. La nombre des titres en hausse a largement dépassé celui des valeurs en baisse : 1 023 contre 571. 434 valeurs sont demeurées inchangées. Les investisseurs, absents pour la plupart, sont restés à l'écart du marché, dans l'attente de nouveaux développements dans la crise du Golfe. Le recul des taux d'intérêt à long terme a par ailleurs été largement négligé par Wall Street.

VALEURS	Cours de 24 décembre	Cours de 31 décembre
Alcoa	57 1/8	57 5/8
AT&T	30	30 1/8
Bell	42 3/8	42 5/8
Chemical Bank	10 3/8	10 5/8
Du Pont de Nemours	37	36 3/4
Exxon	42 5/8	43 1/8
GenCorp	51 5/8	51 3/4
Ford	28 3/4	28 3/4
General Electric	37 1/2	37 1/2
General Motors	34 1/2	34 1/2
IBM	15	15 1/8
ITT	48 3/8	48
Johnson & Johnson	46 3/8	46
Merck	80 5/8	81
Schlumberger	85 7/8	87 1/8
Tesco	40 3/8	40 1/2
Union Carbide	113	108 7/8
Union Pacific	16 7/8	16 1/2
USX	20 1/8	20 3/8
Westinghouse	28 5/8	28 1/2
Yarn Corp.	35 1/4	35 5/8

LONDRES, 31 décembre

### Légère baisse

Les cours des valeurs ont terminé la dernière séance de cotation de 1990 en baisse légère, affectés par les incertitudes liées à la crise dans le Golfe. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a cédé 16,8 points, à 2 143,5 points, soit un repli de 0,78 % par rapport à la clôture de vendredi. Le volume d'activité a été dérisoire avec seulement 128,4 millions d'actions échangées au cours d'une séance écourtée. Les investisseurs sont demeurés prudents à l'approche de la date limite du 15 janvier fixée par l'ONU pour le retrait irakien du Koweït. La déclaration du chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, réaffirmant son intention de maintenir des taux d'intérêt élevés, a ravivé les inquiétudes sur l'évolution de l'économie britannique. Les fonds d'Etat ont clôturé en baisse de près d'un quart de point, tandis que les mines d'or se sont nettement améliorées.

PAUL FABRA

## CHRONIQUE

La paix ou la guerre, c'est, au début de cette année, en ces termes fondamentaux mais oh combien familiers à l'Histoire que se formule l'interrogation sur l'avenir. Toutes les hypothèses imaginables ont été, au cours des derniers mois, envisagées. Elles l'ont été, le plus souvent, sous l'angle des risques courus. Ce qui ressort le plus clairement de ces analyses, ou pseudo-analyses, est le parti pris de ceux qui s'y livrent. Autrement dit, ces exercices de prédiction ne font que confirmer ce que l'on devinait au départ.

Quand on insiste sur le haut degré de probabilité d'une victoire rapide obtenue sur l'Irak de Saddam Hussein au prix de faibles pertes pour les Etats-Unis et leurs alliés, c'est qu'on est en réalité partisan de la guerre, et donc disposé à accepter qu'elle soit plus longue, plus meurtrière, plus coûteuse que prévu. Quand, au contraire, on met en avant ses dérivées possibles, c'est qu'on voit dans la déclaration même du conflit la menace principale. Menace accrue et non diminuée sur l'équilibre de la région par élimination au moins provisoire de la capacité de nuire irakienne au profit d'une Syrie gouvernée par un autre dictateur ou de l'Iran dont on cherchait, naguère, à contenir les ambitions (en fournissant les armes nécessaires à Saddam Hussein). Menace multipliée et non réduite d'une déstabilisation de l'économie mondiale. Déjà, le prix du pétrole est retombé à 28/27 dollars. Le plus sûr moyen de le faire remonter ne serait-il pas d'ouvrir les hostilités ?

Une interprétation optimiste — je veux dire par là une interprétation qui laisse ses chances à une issue pacifique — pourrait résulter d'un examen non pas des risques d'une opération militaire, mais des buts de l'engagement américain, tel qu'il se présente aujourd'hui. Le fait frappant, c'est la promptitude avec laquelle on a vu, dès que la situation s'est retournée en Europe à l'avantage de l'OTAN — on doit à la présence d'esprit des Américains (le discours de Baker

du 20 décembre 1989 à Berlin) et à leur volonté ce coup de maître que fut l'adhésion de l'Allemagne tout entière à l'alliance militaire occidentale, — les Etats-Unis transférer le gros de leurs forces armées vers le Moyen-Orient. Certes, il aura fallu pour cela un événement nouveau, l'invasion du Koweït par l'Irak. Borens-nous à constater qu'on ne fut pas long, à Washington, à en tirer les conséquences que l'on sait.

A l'occasion d'un voyage d'études à l'époque giscardienne offert par le gouvernement américain à des journalistes étrangers, j'avais été reçu au département d'Etat, il y a vingt-cinq ans, par George Ball. Celui-ci occupait les fonctions de secrétaire d'Etat adjoint de l'administration Johnson, après avoir été, au même poste, un collaborateur du président Kennedy. Bien sûr, aucune révélation particulière n'était à attendre d'un pareil entretien. Seulement un tour d'horizon au cours duquel l'hôte américain entreprenait d'expliquer à grands traits la politique européenne de son pays, telle qu'il voulait qu'elle soit comprise : « Deux fois, au cours de ce siècle, commence par me dire George Ball, les Etats-Unis ont été entraînés à participer en Europe à un conflit déclenché en dehors d'eux. Nous sommes disposés à défendre nos alliés une troisième fois, si cela est nécessaire, mais c'est nous qui déciderons et de l'occasion et du moment de le faire. »

CETTE déclaration n'est-elle pas toujours valable ? Et surtout ne l'est-elle pas désormais pour la région du monde où, le danger de guerre semblant s'être éloigné de l'Europe (sauf aux yeux d'un petit groupe de faucons qui paraissent regretter, avec une incroyable inconscience, que le pouvoir soviétique et son idéologie se soient effondrés

## La paix ou la guerre

d'eux-mêmes sans qu'on ait eu besoin de les frapper à mort), ce danger est aujourd'hui le plus menaçant ? On voit bien le sens que pourrait prendre au Moyen-Orient la doctrine consistant, pour la grande puissance disposant seule de la force suffisante pour s'opposer efficacement à toute agression concevable, à se donner les moyens, par une présence permanente, premièrement à obliger tout agresseur potentiel à s'attaquer à elle directement ; deuxièmement à retirer de facto à ses alliés la possibilité de prendre l'initiative d'une opération préventive.

En France, notamment, on est enclin à parler en toute occasion de « guerre économique » et de voir, par conséquent, dans la disposition de telle ou telle matière première d'importance vitale, bié ou pétrole par exemple, une « arme ». C'est là aussi, aux Etats-Unis, une façon assez commune de présenter les choses. La crise du Golfe a donné aux dirigeants américains l'occasion toute trouvée d'utiliser l'argument. Plus on découvre de motifs pour s'opposer aux visées (effectivement dangereuses, est-il besoin de le relever ?) de Saddam Hussein, plus la crédibilité d'un recours éventuel à la force pour s'y opposer apparaît grande. C'est ainsi que le président Bush a déclaré que si le dictateur irakien pouvait disposer durablement de ressources supplémentaires en pétrole, il mettrait en danger « nos emplois » et « notre mode de vie ». Et Jim Baker de renchérir en affirmant que Saddam pourrait de cette façon « détruire l'ordre économique du monde et décider de sa propre volonté si nous devons souffrir d'une récession, voire d'une profonde dépression ».

En réalité, il est extrêmement difficile de jouer ce genre de jeu sur le marché

mondial. Il fut un temps où l'on se plaçait à soupçonner l'Union soviétique de nourrir le dessein de désorganiser l'ordre économique du monde capitaliste. On ne parvient toutefois, jamais, à la prendre la main dans le sac. Une fois, c'était dans la première partie des années 60, il arriva que des ventes inopinées d'armes soviétiques provoquent, l'espace d'une journée ou deux, une chute des cours à Singapour. Certains commentateurs de crier au complot. Mais les autorités compétentes de Moscou s'excusèrent discrètement auprès des gestionnaires de l'accord de stabilisation des cours de l'étain (un des rares accords de ce genre qui fonctionne plusieurs années durant). Elles expliquèrent (avec un haut degré de vraisemblance) qu'ils s'agissait de leur part d'une erreur de manœuvre, laquelle, ajoutaient-elles, serait corrigée au plus vite. Aussitôt dit, aussitôt fait. La réalité est que les Soviétiques n'étaient guère en position de compromettre par leur comportement la supposition qu'ils fussent vraiment capables de manipuler le marché une source précieuse de devises.

On dira que l'OPEP a, par deux fois au moins avec un considérable succès, réussi à imposer sa volonté au marché au grand détriment des économies des pays importateurs. A cela, on peut répondre que les deux « chocs » pétroliers ne furent pas des événements fortuits. Fin 1973, les pays de l'OPEP, en quadruplant le prix de l'or noir, alignèrent ce prix sur les cours de toutes les autres matières premières. Au cours des dix-huit ou vingt mois précédents, ces cours avaient été multipliés par quatre ou cinq. De même, le doublement du prix du pétrole en 1979 intervint à une époque de forte inflation mondiale, caractérisée, de surcroît, par un

formidable affaiblissement du dollar (le « dollar Carter » était tombé au-dessous de 4 francs à Paris). Or, c'est en dollars que les producteurs de pétrole du monde entier sont payés.

Il arrive aussi que le thème de la guerre économique serve de paravent aux réactions protectionnistes les plus classiques. Un économiste américain d'origine indienne (il rappelle qu'il est né dans un pays qui faisait partie de l'Empire britannique) vient d'avoir le courage de publier un livre où il montre comment l'hystérie anti-japonaise a conduit les Etats-Unis (et d'autres pays) à recourir à des méthodes qui relèvent des économies centralisées. Conclure avec le Japon, explique très bien le professeur Jagdish Bhagwati (1), un accord commercial selon lequel ce pays doit s'engager à importer tel ou tel volume de biens manufacturés ou agricoles, c'est tourner le dos à la logique du marché, substituer à un ordre économique fondé sur le respect de règles (consignées dans les statuts du GATT) un régime soumis à l'obligation de résultats.

S'obstiner, comme le fait le Congrès, à juger le degré d'ouverture du marché nippon sur le montant des exportations qu'on y fait, c'est se livrer à un procès d'intention permanent (fondé sur l'arbitraire que les Japonais sont « culturellement différents »), quelles que soient les mesures de libéralisation prises à Tokyo, et se dispenser de s'interroger sur sa propre capacité à offrir des produits compétitifs. « Sur la longue durée, démontre que le Japon importe trop peu, c'est soutenir qu'il n'exporte pas assez », écrit notre auteur qui, chiffrés à l'appui, met en évidence la très forte augmentation des achats nippons de produits manufacturés. Sur un pareil sujet, les réactions ne sont-elles pas, en France, encore plus passionnelles qu'aux Etats-Unis ?

(1) Dans un petit livre (156 pages) publié sous le titre *The World Trading System at Risk* (Le système mondial des échanges compromis) par Princeton University Press.



Pour la première fois depuis 1983

## Le nombre des faillites bancaires aux Etats-Unis a diminué en 1990

Le nombre de faillites de banques et de caisses d'épargne a nettement baissé en 1990, pour la première fois depuis 1983, ont indiqué lundi 31 décembre les autorités fédérales à Washington. Au total, 380 faillites ont été enregistrées au lieu de 535 en 1989, année record pour les défaillances depuis la fin de la grande crise des années 30.

En 1990, 169 banques ont fait faillite, a précisé le FDIC (Federal Deposit Insurance Corp.), chargé de la garantie des dépôts bancaires. De plus, 211 caisses d'épargne ont été déclarées insolubles pendant la même période de référence, a pour sa part indiqué The Resolution Trust Corp./RTC, l'agence fédérale chargée de réglementer ce secteur d'activité. Sur ces 211 établissements, 207 ont été saisis par la RTC et quatre ont continué à fonctionner avec une injection de fonds publics.

Toutefois, les analystes soulignent que le marasme de l'immobilier et la baisse de l'activité n'ont pas encore

fait pleinement sentir leurs effets sur le secteur bancaire. Ce sont désormais des établissements plus importants qui sont menacés. Le président du FDIC, William Seidman a ainsi prédit que 180 banques feraient faillite en 1991, soit dix de plus qu'en 1990, mais avec des actifs de quelque 70 milliards de dollars au lieu de 16 milliards environ en 1990.

M. Seidman a en outre indiqué que le FDIC avait suffisamment de fonds pour faire face à la situation en 1991. Mais, a-t-il averti, l'agence fédérale se retrouvera au début de 1992 avec des ressources dangereusement basses. M. Seidman a renouvelé sa proposition que les établissements en bonne santé financière contribuent à hauteur de 25 milliards de dollars pour renflouer ce fonds.

De son côté, le RTC, chargé des caisses d'épargne, a estimé qu'il serait à court de fonds très prochainement si le Congrès ne votait pas dans les plus brefs délais des ressources supplémentaires. Après avoir utilisé en 1989/90 pour financer l'opération de secours des caisses d'épargne, l'administration Bush a estimé avoir besoin d'au moins 32 milliards de dollars de plus pour couvrir les pertes en 1990/91 et rembourser les déposants. Selon certaines estimations, le coût total d'assainissement des caisses d'épargne atteindrait 500 milliards de dollars sur trente ans. — (AFP)

Malgré des progrès sur le marché allemand

## Renault recule en Europe au-dessous de 10 % du marché

Après quatre années de croissance, les ventes totales de Renault ont diminué de 2,2 % en 1990. Léger gain sur les marchés hors d'Europe (+ 7,3 % avec 234 000 ventes de voitures et de petits utilitaires), mais baisse sur le marché européen (- 3,4 %, soit 1 678 000 ventes) : l'année 1990 n'a pas été bonne pour la Régie. Comme le marché européen a ordi de 1,3 %, sa part de marché est retombée au-dessous de 10 %, glissant de 10,4 % à 9,9 %. Renault avait obtenu 15 % des ventes européennes en 1980.

Derrière sa contre-performance, Renault voit pourtant de quoi conserver une certaine satisfaction. Sa chute s'explique en effet, selon l'entreprise, d'abord par le lancement de la Clio. Il est réussi, puis cette voiture permet à son constructeur de conserver la première place en France sur le marché des petits modèles. Mais, en raison du lancement décalé en Europe du Sud, Renault y a perdu des ventes. La seconde cause de recul est l'érosion de sa part sur le marché espagnol, devenu « très disputé », et le retournement à la baisse du marché français. Ayant mené dit la Régie a renoué là où elle détenait une position dominante. Ce phénomène est malheureux, mais il s'inscrit dans la logique du grand marché européen de 1993, estime le groupe français. Avec la disparition des frontières, chaque constructeur doit naturellement perdre des points chez lui

pour en gagner chez ses voisins. Et Renault de montrer ainsi que Fiat est passé sur le marché italien de 44,8 % en 1986 à 37,4 % en 1990, que Volkswagen, sur le marché allemand, est revenu de 23,3 % en 1986 à 20,1 % en 1990, ou encore que Ford, sur le marché britannique (base « nationale » de la filiale européenne du groupe américain), est tombé de 27,4 % en 1986 à 25 % en 1990. Le recul était annoncé : l'année 1990 ne doit donc pas inquiéter outre mesure. En revanche, Renault souligne ses avancées en Europe du Nord, où la Régie était jusqu'à présent faible. Tel est le cas en particulier en Allemagne, où le groupe a conquis une part de marché de 3,8 % en 1990 contre 3,5 % en 1989. La R 19 a pris la place de premier véhicule importé outre-Rhin devant Toyota et Mazda.

Renault voit ainsi le fruit de « sa politique poursuivie avec ténacité » d'amélioration de la qualité de ses voitures et du remplacement en trois ans du tiers de ses concessionnaires en Europe du Nord. D'où la relative satisfaction affichée.

Reste que la hausse au Nord ne compense pas la baisse au Sud. La mue des produits et des marchés s'effectue trop lentement et avec des pertes en volume qui laissent penser que le long déclin de Renault dans les années 80 n'est pas encore enrégulé solidement. L'année 1991, qui s'annonce plus difficile avec un retrait attendu des ventes et un renforcement de la concurrence, permettra-t-elle de repasser franchement au-dessus des 10 % en Europe et de repartir sur une courbe de gain ? Avant l'arrivée des Japonais, vers 1993, Renault n'a plus de temps à perdre.

E. L. B.

La restitution d'œuvres d'art volées en France

## Le juge Thiel dit non aux Japonais

NANCY

de notre correspondant

Les pâtes de verre historiques du Musée de l'Ecole de Nancy, volées en 1985 et récupérées en juin 1990 au Japon par la police française, vont-elles repartir dans ce pays ? Les autorités japonaises réclament la restitution des trois vases et de la coupe qu'elles avaient « prêtées » afin de servir de pièces à conviction dans l'enquête en cours en France.

Le juge Gilbert Thiel, qui sera installé le 7 janvier, subit un général à la cour d'appel de Metz après treize années passées à l'instruction à Nancy, a refusé d'accéder à la demande pressante des Japonais. Pour son dernier jour de magistrat instructeur, vendredi 28 décembre, M. Thiel — qui fut chargé du dossier de M<sup>me</sup> Simone Weber et de celui des fausses factures de Nancy — a rendu une ordonnance de refus de restitution des pâtes de verre — trois Galilé et un Daum. Le procureur de la République de Nancy avait pris des réquisitions allant dans le même sens.

Cette fermeté des magistrats nancéiens embarrasse fortement le ministère des affaires étrangères. Ce n'est en effet qu'au prix d'engagements pris par certains diplomates français au Japon — et sur lesquels une grande discrétion a été de mise — que deux pièces représentant la Main aux algues d'Emile Gallé, le vase parlant le Souci de plaire du même artiste, et un vase de Daum orné de prunelles, avaient pu être récupérées en juin par les policiers du groupe de répression des vols d'œuvres et d'objets d'art de

Nancy, envoyés à Osaka par le juge Thiel aux fins de récupérer ces pièces à conviction dans le cadre du procès de l'auteur du vol.

Ces pièces, mondialement connues, donc difficilement écoulables, et d'une valeur historique inestimable, avaient été repérées chez un riche amateur nippon, M. Kato Kotchi. Son nom et son adresse avaient été communiqués en 1988 aux enquêteurs français par un brocanteur parisien, M. Gérard Caster, l'auteur du vol au Musée de l'Ecole de Nancy le 25 avril 1985.

## Différence de législation

L'information conduite par le magistrat a permis d'établir que le détenteur des pâtes de verre avait parfaitement conscience de leur origine frauduleuse. Elles auraient été achetées 300 000 F, alors qu'elles étaient estimées à plus de trente millions (un vase de Gallé a été adjugé 7,7 millions en novembre lors d'une vente aux enchères à Tokyo). La loi japonaise, cependant, ne reconnaît pas la qualification de recel de la même manière que la législation française.

Aujourd'hui, le juge, qui ne s'estime pas lié par la promesse de rendre les œuvres avant le 31 décembre 1990 qu'aurait pu faire aux Japonais les diplomates français, refuse de rendre à un recelateur des pièces dont il a été établi qu'elles étaient bien celles du musée de l'Ecole de Nancy. Il a même décerné à l'encontre de M. Kato Kotchi un mandat d'arrêt international.

MONIQUE RAUX

## TUNISIE

## Le Mouvement des démocrates socialistes prend ses distances vis-à-vis du pouvoir

Dans son allocution de Nouvel An, le président Ben Ali s'est déclaré décidé à poursuivre la démocratisation de la vie politique. « Nous réaffirmons notre attachement au dialogue au sujet de toutes les questions et notre souci d'ouvrir tous les dossiers et d'associer toutes les forces vives du pays à leur examen et aux solutions qu'ils appellent, tout en acceptant la critique d'où qu'elle vienne », a-t-il déclaré.

Mais le dialogue, a ajouté le chef de l'Etat, faisant sans doute allusion aux islamistes, « commande le respect de la loi et de sa souveraineté et le banissement de la violence, de l'extrémisme et de la tendance à imposer son opinion par la force ».

## TUNIS

de notre correspondant

Le congrès du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), formation la plus importante de l'opposition légale, s'est terminé, lundi 31 décembre, sur la réaffirmation de sa défiance à l'égard du pouvoir. Les textes adoptés traduisent un très grand désenchantement du parti face au blocage du processus démocratique, qu'il avait pourtant soutenu lors de l'accession au pouvoir de M. Ben Ali, et une volonté de favoriser — et sans doute de conduire — le plus large rassemblement possible pour faire pièce au « parti-Etat », encore une fois dénoncé. Le MDS exige, d'autre part, une profonde révision du plan d'ajustement structurel, dont les retombées sociales sont, juge-t-il, dangereuses.

Alors que le gouvernement a demandé récemment à l'ensemble de l'opposition de condamner les mondes du mouvement islamiste Ennahdha, après la découverte d'un réseau terroriste auquel il serait lié, le MDS a, certes, rejeté le recours à la violence, mais en s'élevant contre « le traitement exclusivement policier de la question islamiste ».

Lors de la séance d'ouverture, à laquelle toute l'opposition, recon-

nue ou non, était représentée, l'un des principaux dirigeants du mouvement Ennahdha, M. Mourou, très applaudi, avait rejeté les accusations « montées de toutes pièces » contre son mouvement. Et, sans doute pour faire vibrer un peu plus la salle, à la surprise générale, il s'était exalté en se tournant vers le représentant du Parti Baas irakien : « Nous sommes à vos côtés dans l'épreuve que vous affrontez ».

Au premier rang des invités, l'envoyé du régime de Bagdad est droit, lui, à une ovation. Il est vrai que, depuis le début de la crise du Golfe, l'opposition, toutes sensibilités confondues, s'est efforcée d'exploiter, au prix de multiples surenchères, le très large courant de sympathie dans l'opinion, sans contrepoids réel, en faveur de Saddam Hussein.

Au terme de ce congrès, il apparaît que le MDS, longtemps considéré comme un parti pondéré, s'éloigne de plus en plus de ses ancrages au centre gauche pour dériver vers un populisme facile et

un nationalisme arabo-islamiste étroit. Le retrait volontaire de la direction de son fondateur, M. Ahmed Mestiri, il y a dix-huit mois (aujourd'hui remplacé par M. Mohamed Moada, avec le titre de président) a sans doute facilité cette évolution.

MICHEL DEURE

Confirmation de la condamnation à mort d'un diplomate. — Le pourvoi en cassation de M. Lamari Dali, condamné à mort, le 25 décembre, pour haute trahison (le Monde du 28 décembre) a été rejeté, ont annoncé ses proches. Les avocats de l'ex-diplomate, accusé d'avoir « fourni des secrets et des documents officiels », moyennant finances, à des services de renseignement étrangers, vont engager un recours en grâce auprès du président de la République. Depuis l'accession au pouvoir de M. Ben Ali, une seule exécution capitale a eu lieu, en novembre : celle d'un maniaque qui avait étranglé, après les avoir violés, treize enfants. — (Corresp.)

## Réunis à Copenhague

## Les homosexuels ne veulent plus être des « pestiférés » en Europe

Près d'une centaine de délégués d'organisations d'homosexuels et de lesbiennes, venus de dix-sept pays d'Europe (dont l'URSS, la Tchécoslovaquie, les Pays baltes) ont participé, du 28 au 31 décembre 1990 à Copenhague, à l'Assemblée générale de l'Association internationale des homosexuels et lesbiennes (section européenne). Les participants ont lancé un appel à la Communauté européenne pour qu'elle reconnaisse le droit à la différence des homosexuels, qui seraient « de 20 à 30 millions de personnes en Europe ». Ils ont réclamé notamment « l'ajustement de la charte sociale de la CEE pour y inclure la défense des orientations sexuelles des individus ».

Les délégués ont déploré « les murailles d'incompréhension, de tracasseries, voire les persécutions qui demeurent », visant selon eux les homosexuels et les lesbiennes,

notamment en Grande-Bretagne, en Roumanie ou en URSS. « Ils sont toujours considérés, ajoutent-ils, comme des pestiférés à une période où toute l'Europe respire un nouvel air de liberté politique ».

Concluant leur congrès par une manifestation au centre de Copenhague, ils ont lavé au savon le drapeau britannique pour protester contre une proposition de loi de ce pays visant à aggraver la répression contre les homosexuels.

Selon le rapport final de cette assemblée, si des progrès ont été accomplis au Danemark, qui depuis octobre 1989 autorise le mariage des homosexuels et des lesbiennes, d'autres pays, comme la Tchécoslovaquie, la Norvège, la Suède et les Pays-Bas, seraient prêts à leur tour à légaliser la vie conjugale des homosexuels. — (AFP)

## L'ESSENTIEL

## ÉTRANGER

La crise du Golfe..... 2

La démocratisation en Albanie..... 3

Un projet de nouvelle Constitution..... 3

« Versets sataniques »..... 3

L'écriture Salman Rushdie se rendra prochainement en Egypte..... 3

## POLITIQUE

La violence en Corse..... 5

L'opposition dénonce la « carence » du gouvernement..... 5

## SOCIÉTÉ

Les sciences en breton..... 5

Vingt mille nouveaux mots à créer..... 5

## CULTURE

Peintres français en Pologne..... 6

Une exposition de contemporains au Musée national de Varsovie..... 6

Les cent ans de Louis Delluc..... 6

L'imaginaire des écrits du cinéaste essayiste et critique..... 6

Parcs et jardins contemporains..... 6

COMMUNICATION

Les difficultés des radios locales..... 9

## ÉCONOMIE

Modération de l'inflation..... 10

Les prix de détail ont diminué de 0,2 % en novembre..... 10

Compagnies aériennes : une alliance se dissout..... 10

Fin de l'association Sabena, KLM, British Airways..... 10

Crise au Zaïre..... 11

Une inflation vertigineuse..... 11

La chronique de Paul Fabra..... 11

La paix ou la guerre..... 11

## Services

Abonnements..... 9

Cartes..... 9

Echecs..... 9

Légion d'honneur..... 9

Météorologie..... 9

Mots croisés..... 9

Radio-Télévision..... 9

Spectacles..... 7

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 1<sup>er</sup> janvier 1991 a été tiré à 414 090 exemplaires.

## ARGENTINE : après sa libération

## L'ancien dictateur Jorge Videla demande des « dédommagements »...

L'ancien dictateur Jorge Videla, gracié samedi 30 décembre en compagnie d'autres membres des juntas militaires ayant gouverné l'Argentine de 1976 à 1983, a présenté une requête, dimanche, demandant des « dédommagements » pour les militaires qui avaient été condamnés. Le président Menem a rejeté cette requête, qui « crée, dit-il, une atmosphère d'iniquité et constitue un manque de respect envers le peuple argentin ».

Dans une interview à une sta-

tion de radio de La Rioja, province dont il a été gouverneur et où il passe actuellement des vacances, le chef de l'Etat a déclaré qu'il était prêt à recevoir les douze personnes graciées, si celles-ci le souhaitent. A propos des six années passées en prison — dans des conditions très confortables — par l'ancien dictateur Videla, M. Menem a affirmé qu'elles avaient été « plus que suffisantes ». « La grâce, a-t-il ajouté, est le moyen d'en finir avec une page noire de l'histoire du pays ». — (AFP)

## EN BREF

□ Mort du metteur en scène italien Virginio Puecher. — Le metteur en scène italien Virginio Puecher est mort le 30 décembre à Milan. Il était âgé de soixante-quatre ans. Né près de Côme en 1926, Virginio Puecher appartenait à une famille de résistants ; il a été déporté ainsi que son père. Après la guerre, il a été assistant de Giorgio Strehler au Piccolo Teatro de Milan. Au début des années 70, il a fondé sa compagnie, avec laquelle il n'a cessé de travailler.

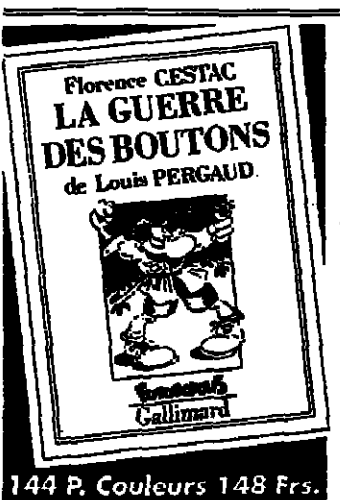
□ BANGLADESH : 3 morts et 49 blessés au cours d'une mutinerie dans une prison. — Au moins 3 détenus de la prison centrale de Dacca ont été tués et 49 personnes, dont 27 gardiens, blessés lorsque des gardiens ont ouvert le feu, samedi 29 décembre, pour mater une mutinerie. Un des gardiens blessés, cité par l'agence officielle BSS, a déclaré que les prisonniers avaient pris 3 gardiens en otage. Les détenus auraient protesté contre la mauvaise nourriture de l'établissement ou réclamé leur libé-

tion après la chute de l'ancien président Ershad. Certains des anciens ministres et collaborateurs de l'ex-chef de l'Etat, notamment le vice-premier ministre Shah Moazzam Hussain, sont détenus dans cette prison. — (AFP)

□ PHILIPPINES : violences pour le réveil à Manille (quarante morts). — Les célébrations de la nouvelle année se sont accompagnées de violences à Manille, où au moins quarante personnes ont été tuées, dont neuf par balles, et des centaines d'autres blessées, dans la nuit du lundi 31 décembre au mardi 1<sup>er</sup> janvier. Pétards et coups de feu ont retenti toute la nuit et plusieurs incendies ont éclaté. — (Reuters)

□ SRI-LANKA : trêve unilatérale des séparatistes tamouls. — Les Tigres de l'Eelam, principale guérilla tamoule, ont annoncé, dimanche 30 décembre, un cessez-le-feu d'une durée illimitée, à compter du 1<sup>er</sup> janvier, et la suspension de leur combat pour l'indépendance, qui a fait cinq mille deux cent cinquante morts depuis la reprise des combats en juin. Colombo étudie l'offre de pourparlers dont est assortie cette trêve. Les combats avaient repris le 11 juin après la rupture de quatre mois de négociations. — (AFP)

□ SURINAME : le colonel Bouterse redevient chef de l'armée. — Le colonel Desri Bouterse, qui avait démissionné de ses fonctions de commandant en chef de l'armée le 23 décembre, à la suite d'un accord avec le président de la République, renversé depuis par un coup d'Etat, a annoncé lundi 31 décembre qu'il avait repris son poste, avec l'accord du nouveau président, M. Johan Kraag. — (AFP, Reuters)



144 P. Couleurs 148 Frs.